

2024

Société canadienne des postes

RAPPORT FINANCIER DU
TROISIÈME TRIMESTRE

Pour la période close le 28 septembre 2024



Résultats financiers

TABLES DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Énoncés prospectifs	2
1. Résumé	3
2. Activités de base et stratégie	14
3. Indicateurs de rendement clés	15
4. Capacités	16
5. Revue des activités d'exploitation	22
6. Liquidités et ressources en capital	33
7. Évolution de la situation financière	38
8. Risques et gestion des risques	40
9. Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes	41

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	43
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	44
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	46
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	47
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	49
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	51

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion fournit une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière pour la période de 13 semaines (troisième trimestre ou T3) et la période de 39 semaines (trois premiers trimestres, période depuis le début de l'exercice ou le cumul annuel [CA]) closes le 28 septembre 2024 de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales, Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) jusqu'au 1^{er} mars 2024, et Innovapost Inc. (Innovaposte) jusqu'au 15 avril 2024. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La Société gère ses activités consolidées et établi, par conséquent, ses secteurs opérationnels selon les entités juridiques.

Deux secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés le 28 septembre 2024 : Postes Canada et Purolator. Les écritures de consolidation, les éliminations des soldes intersectoriels et les fonctions de soutien fournies par l'unité fonctionnelle responsable des services des technologies de l'information aux termes d'une convention de services partagés entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte (en vigueur jusqu'au 15 avril 2024), sont présentées séparément. La consolidation des résultats pour SCI a pris fin le 1^{er} mars 2024, et pour Innovaposte le 15 avril 2024, au moment de leur cession respective. Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

Nom de la filiale	Principale activité	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
				Au 28 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	91 %	91 %
Groupe SCI inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	–	99 %
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	–	98 %

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les montants sont présentés en dollars canadiens et arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. Les variations de pourcentage pour les produits, les volumes et les charges d'exploitation dans le présent rapport sont ajustées selon les différences de jours ouvrables ou de journées payées au troisième trimestre de 2024 et pour le cumul annuel de 2024 par rapport au troisième trimestre et au cumul annuel de 2023. Des jours ouvrables et des journées payées de moins ont pour effet de faire diminuer respectivement les produits et

les volumes, ainsi que les charges d'exploitation, tandis que l'inverse est vrai pour les journées de plus. Ces journées varient selon l'entité comptable, comme suit :

Entreprise	T3 2024		CA 2024	
	Jours ouvrables	Journées payées	Jours ouvrables	Journées payées
Groupe d'entreprises de Postes Canada et Postes Canada	–	–	–	–
Purolator	1	–	–	–

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le troisième trimestre de 2024, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos*, *notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires le 21 novembre 2024.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs du Groupe, notamment des informations financières prospectives ou des perspectives financières, qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe. Ces énoncés comprennent, entre autres :

- la capacité de la Société à obtenir du financement supplémentaire et à poursuivre son exploitation;
- les approbations réglementaires;
- le rendement et les résultats opérationnels et financiers futurs;
- les besoins en fonds de roulement et en capital; et
- les estimations et les hypothèses faites conformément aux exigences des IFRS.

En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *hypothèse*, *but*, *objectif*, *perspectives*, *stratégie*, *cible* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes comme *avoir l'intention de*, *prévoir*, *être d'avis que*, *s'attendre à*, *planifier*, *pouvoir*, *prévoir*, *chercher à*, *devoir*, *s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations des résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la disponibilité et le calendrier de financement supplémentaire pour appuyer les exigences en matière de capital

et d'exploitation de la Société, au besoin, la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables selon les renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations des résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe. Il est recommandé de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 21 novembre 2024; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1. Résumé

Aperçu du Groupe et résumé des résultats financiers du troisième trimestre de 2024.

Avec son effectif de plus de 81 300 personnes (personnel à temps plein et à temps partiel, y compris temporaire, occasionnel et nommé pour une période déterminée), le Groupe fait partie des plus importants employeurs au Canada. Son plus important secteur opérationnel, qui emploie 68 300 personnes, est Postes Canada; il s'agit d'une société d'État fédérale qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société exploite également le plus vaste réseau de vente au détail au pays, comptant près de 5 800 bureaux de poste. Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, Postes Canada a la responsabilité de fournir un service postal adapté aux besoins de la population du Canada, tout en veillant à l'autofinancement de son exploitation.

Postes Canada fait partie de l'industrie postale mondiale, qui est composée d'administrations postales étrangères finançant habituellement leur obligation d'assurer un service universel grâce à une exclusivité prévue par la loi, ou par un monopole sur une partie du marché postal. Au cours des deux dernières décennies, la population et les entreprises canadiennes ont été témoins du passage de l'âge d'or du courrier à une ère où le commerce en ligne s'impose de plus en plus. Lorsque la population du Canada a commencé à recevoir moins de courrier traditionnel et plus de colis, nous avons dû nous adapter à ces nouvelles habitudes, qui sont plus marquées depuis les cinq dernières années.

Postes Canada s'adapte au changement depuis des siècles. Toutefois, un réseau conçu pour livrer 5,5 milliards de lettres par an, notre point culminant en 2006, n'est pas viable pour les 2,2 milliards de lettres que nous avons livrées en 2023. Postes Canada fonctionne selon le principe de l'utilisateur-payeur : lorsque les besoins d'expédition de la population changent, Postes Canada doit s'adapter, sans quoi elle risque de subir une perte de revenus. Pour moderniser et maintenir notre service postal national pour toute la population canadienne, des changements importants doivent être apportés à notre modèle d'exploitation. Postes Canada est déterminée à mener cette transformation, consciente de son rôle primordial, soit de relier l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens des communautés urbaines, rurales et éloignées.

Points saillants financiers et opérationnels – Troisième trimestre de 2024



Détérioration persistante de notre position de liquidité et incidence sur le risque d'exploitation

Postes Canada continue de faire face à d'importants défis financiers et commerciaux, y compris des pertes récurrentes, une concurrence accrue dans le secteur de la livraison des colis, l'érosion continue du courrier transactionnel, un modèle de livraison désuet et une structure de coûts fixes élevés. Ces problèmes menacent la capacité de la Société de respecter ses obligations en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et du *Protocole du service postal canadien*. Le cadre réglementaire qui régit nos opérations n'a pas suivi le rythme de l'évolution rapide de notre environnement commercial, augmentant ainsi davantage les pressions sur nos activités. Des changements importants sont essentiels pour relever ces défis croissants. Sans modernisation ni mise à jour de nos lignes directrices opérationnelles, nous prévoyons des pertes plus importantes et de plus en plus insoutenables au cours des prochaines années.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire* des Normes internationales d'information financière (IFRS), qui supposent que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités. La gestion du capital, les facilités d'emprunt et la gestion des risques de liquidité de la Société font partie des facteurs clés pris en considération dans notre évaluation du risque d'exploitation. Des jugements importants sont portés dans le cadre de ces évaluations. Nous collaborons activement avec notre unique actionnaire, le gouvernement du Canada, afin d'élaborer des solutions visant à résoudre et à atténuer les pressions sur les liquidités.



Plan d'entreprise

Le 28 octobre 2024, Postes Canada a déposé son plan d'entreprise de 2025 à 2029 auprès de son actionnaire aux fins d'approbation. La Société continue de travailler avec son actionnaire et ses unités de négociation pour régler les importants problèmes structurels et financiers à long terme auxquels fait face le service postal. Postes Canada prend des mesures pour gérer les coûts tout en collaborant avec le gouvernement sur la voie à suivre pour assurer la viabilité à long terme d'un service que des millions de personnes au pays estiment essentiel.



Résultats sectoriels

Résultat d'exploitation (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	(313)	(291)	(22)	(7,7) %	(803)	(662)	(141)	(21,3) %
Purolator	65	66	(1)	(0,1) %	171	205	(34)	(16,4) %
SCI	–	5	(5)	(100,0) %	1	10	(9)	(86,8) %
Écritures de consolidation et éliminations	6	–	6	+	17	–	17	+
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(242)	(220)	(22)	(10,0) %	(614)	(447)	(167)	(37,2) %

+ Pourcentage de variation élevé.

Les pertes d'exploitation du secteur Postes Canada ont été partiellement compensées par le résultat positif du secteur Purolator pour les deux périodes présentées. Au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024, la détérioration des résultats d'exploitation du Groupe est principalement attribuable à la baisse des produits du secteur Postes Canada et à la hausse des charges d'exploitation des secteurs Postes Canada et Purolator, en partie compensées par les hausses des produits du secteur Purolator avec l'achat de Williams PharmaLogistics Inc. et la baisse des coûts découlant de la déconsolidation de SCI au premier trimestre de 2024.

L'incidence des cessions de SCI et d'Innovaposte est comptabilisée dans les produits de placement et autres produits de l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global; par conséquent, ils sont exclus de cet aperçu du rendement de l'entreprise.

Résultat avant impôt (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	(315)	(290)	(25)	(8,8) %	(345)	(651)	306	47,0 %
Purolator	62	68	(6)	(8,1) %	182	201	(19)	(9,4) %
SCI	–	5	(5)	(100,0) %	–	8	(8)	(103,4) %
Écritures de consolidation et éliminations	1	–	1	(330,8) %	(118)	–	(118)	+
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(252)	(217)	(35)	(16,4) %	(281)	(442)	161	36,3 %

+ Pourcentage de variation élevé.

La perte avant impôt du Groupe s'est creusée au troisième trimestre de 2024 par rapport au troisième trimestre de 2023 en raison de la baisse des résultats d'exploitation. Depuis le début de l'exercice 2024, la perte avant impôt s'est améliorée par rapport à 2023, principalement en raison du gain non récurrent sur la vente de SCI au premier trimestre et d'Innovaposte au deuxième trimestre.

Cessions de SCI et d'Innovaposte – Postes Canada et Purolator ont annoncé la cession de la totalité des actions de SCI, un important fournisseur canadien de services logistiques en tierce partie, et d'Innovaposte, le fournisseur de services partagés en technologie de l'information de la Société. La cession de SCI a été conclue le 1^{er} mars 2024; le produit de la vente, y compris les ajustements finaux, s'est élevé à 363 millions de dollars, et un gain sur la vente (avant impôt) de 294 millions de dollars a été comptabilisé pour les neuf premiers mois de 2024. La cession d'Innovaposte a été conclue le 15 avril 2024; le produit de la vente de 61 millions de dollars (qui comprenait les ajustements finaux) a été reçu et un gain sur la vente (avant impôt) de 52 millions de dollars a été comptabilisé dans le cumul annuel de 2024. Au-delà des dates de clôture respectives, tous les services fournis à la Société l'étaient dans le cadre d'une relation sans lien de dépendance, car les parties ne sont plus liées. Les cessions font partie du plan de transformation global de la Société visant à s'adapter aux nouveaux besoins de la population et des entreprises canadiennes. L'impartition des services de technologie de l'information (TI) à un partenaire stratégique spécialisé en TI permettra à la Société de croître dans le marché du cybercommerce au Canada tout en se concentrant sur sa principale responsabilité, soit servir la population canadienne.



Secteur Postes Canada

Porteurs d'un Canada plus fort

Nous avons le réseau le plus solide au pays avec la plus vaste portée et l'équipe la plus expérimentée du secteur. Nous desservons les 17,4 millions d'adresses du pays. Notre réseau de vente au détail, qui comprend 5 800 bureaux de poste, n'a pas d'égal au Canada. Servir le Canada est notre mandat, et nous livrons partout, pas seulement aux endroits les plus rentables.

Au cours des dernières années, nous avons réalisé des progrès importants dans notre plan de transformation, Porteurs d'un Canada plus fort, et ses trois piliers : offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter, faire preuve de leadership en environnement et en responsabilité sociale, et faire ce qu'il faut pour nos employés.

À la fin de 2023, nous avons effectué un examen exhaustif des investissements prévus dans notre plan de transformation. Bien que nous maintenions notre engagement à l'égard de notre transformation, nos défis financiers nous ont obligés à arrimer nos investissements sur nos priorités immédiates : affronter la concurrence dans le marché du cybercommerce, offrir un excellent service à la population canadienne et veiller à la sécurité de notre personnel. En conséquence, nous avons dû suspendre ou annuler certaines initiatives, y compris certains

investissements dans notre réseau de traitement et des projets pour l'expérience client, ainsi que reporter des acquisitions d'immobilisations.

Activités en cours : Nous continuons de revoir les priorités d'investissements pour 2025, et nous planifions des mesures de réduction des coûts plus strictes à mettre en œuvre.



Produits par secteur d'activité

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	T3 2024	T3 2023	Écart	Écart (%)
Colis	747	793	(46)	(5,8) %	64	70	(6)	(9,6) %
Courrier transactionnel	525	518	7	1,3 %	464	497	(33)	(6,6) %
Marketing direct	246	225	21	9,0 %	1 116	915	201	22,1 %
Produits et services grand public	54	51	3	7,0 %	–	–	–	–
Total	1 572	1 587	(15)	(1,0) %	1 644	1 482	162	10,9 %

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart	Écart (%)
Colis	2 312	2 445	(133)	(5,5) %	198	210	(12)	(6,0) %
Courrier transactionnel	1 749	1 749	–	0,0 %	1 610	1 673	(63)	(3,7) %
Marketing direct	748	685	63	9,1 %	3 379	2 823	556	19,7 %
Produits et services grand public	163	156	7	4,8 %	–	–	–	–
Total	4 972	5 035	(63)	(1,3) %	5 187	4 706	481	10,2 %

Baisse des produits du secteur d'activité Colis en raison de la concurrence et de la baisse des suppléments pour carburant

Les produits et les volumes du secteur d'activité Colis ont baissé au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des mêmes périodes de 2023. Cette baisse peut être attribuée aux pressions de la concurrence que livrent les entreprises mondiales et celles à faible coût, à la baisse des suppléments pour carburant (qui sont liés aux tarifs du marché) et aux changements dans la composition de la clientèle et des canaux. Les produits et les volumes de colis d'arrivée ont été touchés négativement par la hausse de la popularité des groupeurs commerciaux compétitifs au détriment du réseau postal d'arrivée traditionnel.

Activités en cours : Nous faisons face à une forte concurrence de la part d'entreprises de livraison à faible coût qui offrent des services comme la livraison abordable la fin de semaine et en soirée. Pour demeurer concurrentiels et croître, nous avons besoin d'un modèle de

livraison plus flexible. Nous testons la livraison la fin de semaine et de nouvelles solutions de tarification, et faisons des investissements novateurs dans la technologie pour offrir une telle flexibilité, tout en tirant parti de notre présence sur le marché de la vente au détail pour générer des occasions de croissance, comme les retours d'achats en ligne.

Érosion continue des volumes de courrier et proposition d'augmentation des tarifs réglementés en janvier 2025

Les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté au troisième trimestre de 2024, mais sont restés stables depuis le début de l'exercice 2024, tandis que les volumes étaient en baisse aux mêmes périodes par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2023. Entrées en vigueur au deuxième trimestre de 2024, les augmentations des tarifs réglementés pour les timbres, les articles Poste-lettres^{MC}, les envois Poste aux lettres du régime international et les droits postaux de services spéciaux ont permis d'atténuer en partie l'incidence de la baisse des volumes sur les produits. En 2024, la migration vers les communications numériques s'est poursuivie, les progrès technologiques ayant entraîné une baisse du volume des lettres envoyées par la poste à l'échelle mondiale. Le passage aux communications numériques a eu une incidence importante sur les produits générés par les services postaux traditionnels.

Activités en cours : Nous continuons de collaborer avec notre actionnaire afin de trouver des solutions pour atténuer les pressions sur les liquidités. Une proposition d'augmentation des tarifs réglementés des envois Poste-lettres a été publiée le 7 septembre 2024 pour consultation publique dans la *Gazette du Canada*. Les timbres achetés en carnet, en rouleau ou en feuillet, soit les plus vendus, passeraient de 0,99 \$ à 1,24 \$ par timbre, ce qui représente une augmentation de 25 cents. La majoration tarifaire toucherait également d'autres produits, y compris les envois poste aux lettres à destination des États-Unis et du régime international, le service Courrier recommandé^{MC} du régime intérieur et le service Poste-lettres des entreprises.

Postes Canada a réduit au minimum les hausses tarifaires au cours des dix dernières années. Toutefois, ce changement est nécessaire pour que le prix des timbres suive le coût croissant de la prestation du service Poste-lettres à la population canadienne. Sous réserve des approbations réglementaires, les nouveaux tarifs entreraient en vigueur en janvier 2025, après la période de pointe des Fêtes.

Croissance à deux chiffres des volumes dans le secteur d'activité Marketing direct en raison des solides résultats du service Courrier de quartier^{MC}

Les produits et les volumes du secteur d'activité Marketing direct ont augmenté au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des mêmes périodes de 2023. De nouveaux mandats et des ventes plus élevées du service Courrier de quartier de Postes Canada^{MC} ont eu une incidence positive sur les résultats, en partie en raison de l'arrivée de nouveaux produits dans nos installations. Les produits et les volumes ont cependant continué de diminuer pour toutes les autres solutions de marketing direct, les entreprises optant de plus en plus pour le marketing numérique en raison de

l'incertitude économique. Les volumes des autres solutions de marketing direct ont continué d'être inférieurs à ceux observés avant la pandémie.

Activités en cours : Les entreprises veulent créer des liens avec leur clientèle. Nous collaborons avec des commerces et des partenaires de l'industrie pour répondre à ce besoin, tout en respectant la vie privée et les préférences des gens. Nous continuons d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies pour réduire les déchets de plastique et améliorer la durabilité environnementale des produits de marketing direct.

Produits et services grand public

Les produits générés par le secteur d'activité des produits et services grand public ont augmenté au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à 2023. Cette augmentation est attribuable aux services de logistique pour les envois électoraux et à la hausse des ventes de pièces de monnaie, d'articles de collection et de cases postales.

Activités en cours : Nous continuons d'explorer des solutions et des programmes novateurs pour élargir l'accès aux services bancaires à plus de Canadiens et Canadiennes grâce à nos services financiers nouveaux ou existants.



Charges d'exploitation plus élevées partiellement compensées par une baisse des investissements autres qu'en capital (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Main-d'œuvre	978	967	11	1,1 %	2 913	2 917	(4)	(0,1) %
Avantages du personnel	280	223	57	26,1 %	867	701	166	23,7 %
Autres charges d'exploitation	535	599	(64)	(10,8) %	1 718	1 818	(100)	(5,5) %
Amortissement	92	89	3	3,0 %	277	261	16	6,0 %
Total des charges d'exploitation	1 885	1 878	7	0,4 %	5 775	5 697	78	1,4 %

Au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, les charges d'exploitation ont globalement augmenté par rapport aux périodes correspondantes de 2023. Pour les deux périodes, la baisse des taux d'actualisation a entraîné une augmentation des charges au titre des avantages du personnel, tandis que les autres charges d'exploitation ont diminué, après que nous avons recentré nos priorités d'investissement autres qu'en capital de 2024 et mis en œuvre des initiatives de réduction des coûts dans plusieurs secteurs. Les changements concernant les charges liées à la main-d'œuvre ont été minimes, car les augmentations salariales ont été compensées par des économies liées à la main-d'œuvre découlant d'une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volumes et des rajustements en fonction du coût de la vie en 2023.

Activités en cours : Nos activités nécessitent beaucoup de main-d'œuvre. La main-d'œuvre et les avantages du personnel représentent environ 65 % du total des charges d'exploitation au cours des neuf derniers mois. Avec la transition de notre entreprise du courrier aux colis, nous prévoyons des coûts d'exploitation plus élevés associés à la levée, au traitement et à la livraison des colis. Nous revoyons activement nos coûts et cherchons à faire des économies dans toutes les fonctions. La livraison de colis exige plus d'outils technologiques, d'équipement, de balayages et de soutien pour la clientèle. Pour demeurer concurrentiels sur le marché en évolution rapide de la livraison des colis du cybercommerce, nous avons besoin d'un modèle de main-d'œuvre plus flexible.



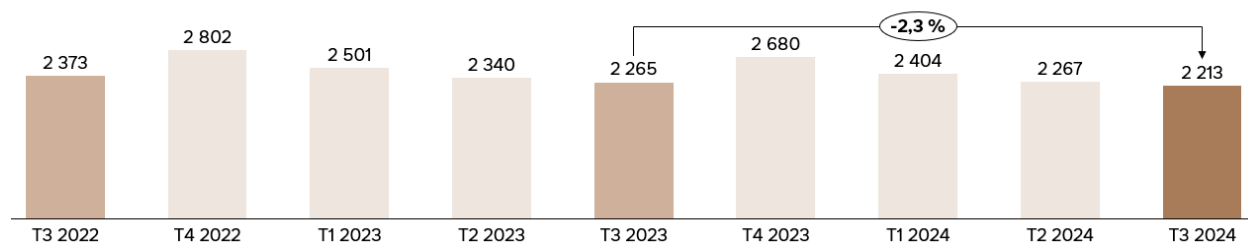
Rendements plus élevés que prévu des actifs entraînant un gain de réévaluation dans les autres éléments du résultat global depuis le début de l'exercice

Une perte de réévaluation de 86 millions de dollars au troisième trimestre de 2024 et un gain de réévaluation de 882 millions de dollars, après impôt, depuis le début de l'exercice 2024, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les régimes à prestations déterminées du secteur Postes Canada. Les charges actuarielles comptabilisées dans l'état du résultat global et les paiements réguliers n'ont pas été touchés par ces réévaluations. La perte du troisième trimestre découle d'une diminution des taux d'actualisation du deuxième et du premier trimestres de 2024, qui a été compensée par des rendements des actifs plus élevés que prévu au troisième trimestre, ce qui explique le gain depuis le début de l'année. Ces facteurs ont également eu une incidence sur l'excédent de solvabilité du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) (selon la valeur marchande des actifs du régime), entraînant un excédent estimatif d'environ 2,7 milliards de dollars au troisième trimestre de 2024 comparativement à un excédent de 2,2 milliards de dollars au 31 décembre 2023. Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus. De plus, aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2024.

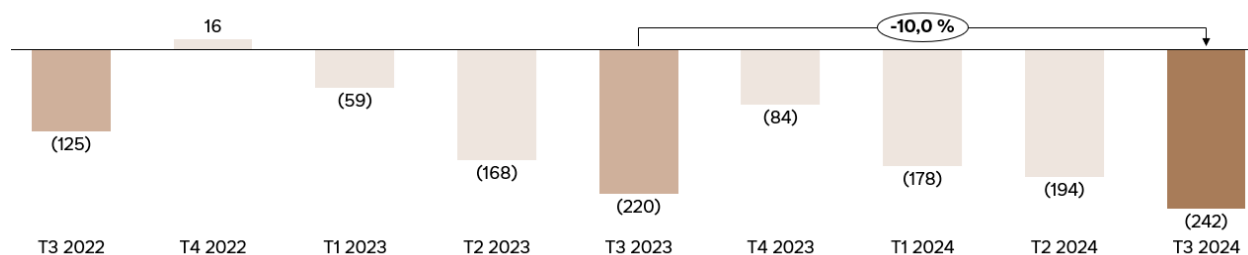
Groupe d'entreprises de Postes Canada – 2024

Les graphiques ci-dessous illustrent les principaux résultats consolidés de 2024 du Groupe.

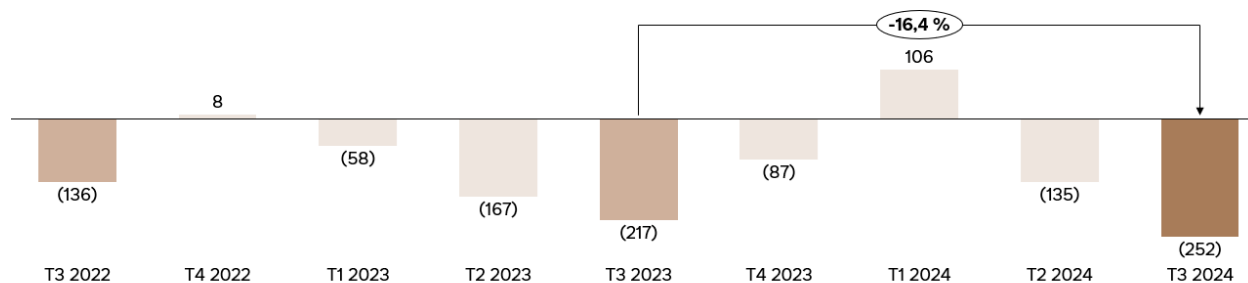
Produits d'exploitation consolidés trimestriels (en millions de dollars)



Résultat d'exploitation consolidé trimestriel (en millions de dollars)



Résultat consolidé trimestriel avant impôt (en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé du Groupe pour le troisième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

État consolidé du résultat global (en millions de dollars)

Un rapport plus détaillé de cet énoncé se trouve à la section 5 Revue des activités d'exploitation.

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Produits d'exploitation	2 213	2 265	(52)	(2,3) %	6 884	7 106	(222)	(3,1) %	Baisses attribuables à la cession de SCI et à la baisse du total des produits dans le secteur Postes Canada, compensées par des augmentations dans le secteur Purolator.
Charges d'exploitation	2 455	2 485	(30)	(1,2) %	7 498	7 553	(55)	(0,7) %	Baisses attribuables à la cession de SCI et à la baisse des charges d'investissement autres qu'en capital dans le secteur Postes Canada contrebalancées par la hausse des avantages du personnel.
Résultat d'exploitation	(242)	(220)	(22)	(10,0) %	(614)	(447)	(167)	(37,2) %	Perte dans le secteur Postes Canada, en partie compensée par le résultat positif inscrit par le secteur Purolator.
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(10)	3	(13)	(424,7) %	333	5	328	+	CA : Profit sur la vente de SCI et d'Innovaposte.
Perte avant impôt	(252)	(217)	(35)	(16,4) %	(281)	(442)	161	36,3 %	
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(42)	(54)	12	21,6 %	(158)	(107)	(51)	(48,5) %	Changements apportés à la provision pour dépréciation et incidence de la cession de filiales.
Résultat net	(210)	(163)	(47)	(29,0) %	(123)	(335)	212	63,2 %	
Résultat global	(294)	179	(473)	(264,8) %	817	(456)	1 273	278,9 %	T3 : Perte de réévaluation des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi liés à la réduction des taux d'actualisation du deuxième et du premier trimestres de 2024. CA : Gain de réévaluation en raison des rendements des actifs plus élevés que prévu au troisième trimestre.

+ Pourcentage de variation élevé.

État consolidé des flux de trésorerie (en millions de dollars)

Un rapport plus détaillé de cet énoncé se trouve à la section 6 Liquidités et ressources en capital.

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(32)	(35)	3	4,2 %	(94)	(66)	(28)	(42,0) %	<p>T3 : Augmentation des charges au titre des prestations de retraite en excédent des paiements et variations des éléments du fonds de roulement en partie contrebalancées par une augmentation des pertes d'exploitation.</p> <p>CA : Augmentation des pertes d'exploitation et variations des éléments du fonds de roulement en partie contrebalancées par l'augmentation des charges au titre des prestations de retraite en excédent des paiements.</p>
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	(47)	(58)	11	19,2 %	14	18	(4)	(20,2) %	<p>T3 : Baisse des acquisitions d'immobilisations en partie compensée par une diminution du produit de la vente des titres (montant net d'acquisition).</p> <p>CA : Diminution du produit de la vente des titres (montant net d'acquisition) en partie compensée par le produit de la vente de SCI et d'Innovaposte.</p>
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(19)	(32)	13	41,1 %	(84)	(96)	12	11,7 %	<p>T3 : Baisse des paiements au titre des obligations locatives découlant de la vente de SCI.</p> <p>CA : Baisse des paiements au titre des obligations en partie contrebalancée par les dividendes versés.</p>

2. Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base.



Secteur Postes Canada







Le gouvernement du Canada s'attend à ce que la Société tienne compte de la nécessité de mener ses activités de manière financièrement autonome tout en répondant aux besoins de la population canadienne. L'approche réglementaire actuelle sans flexibilité n'a pas suivi les changements rapides dans les secteurs de la livraison et des services postaux. Pour nous acquitter de notre double responsabilité, soit de servir l'ensemble de la population canadienne et de veiller à l'autofinancement de notre exploitation, nous devons, sans attendre, apporter des changements importants à notre structure opérationnelle afin d'assurer sa viabilité continue. Nous avons conscience qu'il est urgent de nous moderniser et d'améliorer notre flexibilité opérationnelle pour répondre à l'évolution du marché des services postaux. Le modèle d'affaires actuel n'est plus viable dans l'ère numérique et dans un contexte de concurrence accrue.



La Société continue de travailler avec son actionnaire et ses unités de négociation pour régler les importants problèmes structurels et financiers à long terme auxquels fait face le service postal. Le 28 octobre 2024, nous avons déposé notre plan d'entreprise de 2025 à 2029 auprès de notre actionnaire aux fins d'approbation. Postes Canada travaille en étroite collaboration avec son actionnaire sur la voie à suivre pour assurer la viabilité à long terme du service postal, tout en prenant des mesures pour gérer les coûts.

Nous continuons de mettre l'accent sur la modernisation de notre réseau pour qu'il soit mieux adapté à l'évolution des besoins des particuliers, des communautés et des entreprises canadiennes. Par ailleurs, nous reconnaissons la nécessité de faire évoluer le réseau de vente au détail d'une manière qui favorise la croissance durable de notre entreprise tout en faisant des investissements prudents. Par conséquent, nous avons pris des mesures pour simplifier les investissements et réaffecter nos ressources aux initiatives les plus prioritaires. Ces mesures sont essentielles à la réalisation de notre mission, soit celle d'être porteurs d'un Canada plus fort pour notre clientèle et l'ensemble de la population canadienne.

3. Indicateurs de rendement clés

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement de la haute direction pour faire le suivi du rendement et des progrès par rapport aux priorités stratégiques associées à notre transformation. Des rapports présentent régulièrement à la direction et au Conseil d'administration un aperçu détaillé de la performance du secteur. Le tableau ci-dessous présente nos progrès et réalisations par rapport aux objectifs de 2024, lesquels témoignent de notre engagement à l'égard de notre personnel et de notre leadership social et environnemental.

Indicateurs de rendement clés		Objectif pour 2024	Résultat du CA de 2024	État
	Fréquence totale des blessures par tranche de 100 personnes, sur douze mois (baisse)	(10 %)	5 %	C
	Véhicules équipés de solutions télématiques (à ce jour)	13 500	12 250	A
	Diversité du personnel ¹			
	Autochtones	3,2 %	3,5 %	A
	Personnes en situation de handicap	7,9 %	9,1 %	A
	Émissions de gaz à effet de serre (GES)			
	De portée 1 et de portée 2 pour les véhicules et les immeubles ² (émissions en kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone)	112,7	78,3 ³	A
	Accessibilité numérique			
	Taux d'accessibilité numérique pour tous les produits numériques actifs	92,0 %	93,5 %	A
	Approvisionnement auprès des Autochtones			
	Dépenses auprès des peuples autochtones (pourcentage de dépenses directes admissibles auprès d'entreprises détenues par des Autochtones)	4,3 %	4,1 %	A

	Amélioration des services postaux dans les communautés autochtones	Nombre de communautés bénéficiant de services élargis et améliorés	Plus de 15	24	A
		Nombre de projets en discussion	120	95	A
	Retrait de produits illicites du flot de courrier dans les communautés autochtones	Nombre d'articles inspectés et retirés	3 660	3 285	A

État A Objectif atteint selon les paramètres de réussite, ou en voie d'atteindre les objectifs au 31 décembre 2024.

État B L'objectif de rendement n'a pas été atteint en raison d'un écart explicable.

État C Objectif non atteint (résultats hors paramètres de réussite).

1. Bien que les cibles soient établies pour tous les groupes désignés aux fins de l'équité, la Société dépasse la cible de 80 % de la disponibilité sur le marché du travail canadien pour les femmes et les personnes issues de minorités visibles. La Société ne modifie pas les stratégies de recrutement lorsque l'objectif est dépassé.
2. Les émissions de portée 3, qui comprennent tout le transport en amont, constituent 90 % des émissions de GES produites par Postes Canada. Dans le cadre de nos objectifs fondés sur la science, nous travaillons de concert avec nos fournisseurs afin que 67 % d'entre eux, en fonction des dépenses, adoptent un objectif fondé sur la science d'ici le 31 décembre 2025.
3. Le résultat du troisième trimestre de 2024 constitue une prévision et sera vérifié avec un trimestre en retard. Les résultats sont touchés par le caractère saisonnier des activités. La valeur confirmée pour 2024 (exercice complet) sera communiquée dans le *Rapport sur le développement durable de 2024*.

4. Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les indicateurs de rendement clés et à produire des résultats.

Nous sommes déterminés à offrir un service sur lequel l'ensemble de la population canadienne peut compter, à faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale, et à faire ce qu'il faut pour notre personnel. À la suite d'un exercice d'établissement des priorités mené à la fin de 2023, certains projets et investissements de notre plan de transformation ont été suspendus ou annulés en 2024 en raison de contraintes financières.

4.1 Faire ce qu'il faut pour nos employés

Nous avons à cœur de protéger notre personnel, notre clientèle et les communautés que nous servons, tout en veillant à ce que notre main-d'œuvre et notre culture concordent avec nos valeurs et les attentes de la population envers la Société.



Secteur Postes Canada

Gestion des talents, formation et perfectionnement

Nous savons que le perfectionnement du personnel est essentiel pour attirer, maintenir en poste et motiver les talents. Nous avons donc lancé un programme pilote afin de permettre aux gestionnaires d'améliorer leurs compétences dans le but d'atteindre les objectifs organisationnels, de renforcer leurs capacités à réussir dans leur rôle et de mettre en pratique les aptitudes enseignées pour devenir des gestionnaires de personnel plus solides.

Santé, sécurité et bien-être

Postes Canada accorde la priorité à la santé, à la sécurité et au bien-être de son personnel, de sa clientèle et des communautés qu'elle sert. Nos responsables de la sécurité à l'échelle du pays doivent absolument continuer de s'attaquer aux problèmes de rendement à cet égard et d'assurer un milieu de travail sain et sécuritaire.

Nos résultats sur la sécurité sont bien plus que des statistiques. Ils reflètent notre engagement à veiller à ce que tout le monde rentre à la maison sain et sauf à la fin de chaque journée, en sauvant des vies et en prévenant les blessures graves. En raison du travail important du personnel de première ligne, des chefs et des comités mixtes sur la santé et la sécurité, nous avons considérablement amélioré les résultats sur la sécurité au cours des cinq dernières années. Toutefois, au troisième trimestre de 2024, le taux de fréquence totale des blessures et le taux de fréquence des blessures entraînant une perte de temps ont augmenté de 5 % et de 13 %, respectivement, par rapport à ceux de la période correspondante de 2023. Ces résultats soulignent l'importance de toujours faire preuve de vigilance. En 2024, nous avons mis davantage l'accent sur la prévention des incidents liés à la sécurité vitale grâce à un éventail d'initiatives et de communications. Postes Canada vise à promouvoir une culture de responsabilisation où chaque personne peut parler ouvertement et sans crainte des problèmes de sécurité qui la préoccupent.

Conformément aux objectifs clés énoncés dans la stratégie décennale de santé et sécurité, au troisième trimestre de 2024, Postes Canada a élargi le déploiement de SnapComms aux téléphones mobiles de la Société. Cette application diffuse directement des alertes de sécurité vitale sur la conduite et les opérations dans les établissements et les régions, au moyen de messages contextuels sur les appareils de la Société plutôt que par courriel. Grâce à SnapComms, il y aura moins de courriels et personne ne ratera les alertes. Nous avons également publié un guide en cas de feux de forêt, car les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents. De plus, nous avons installé de nouveaux simulateurs de chutes et glissades dans les deux principales écoles de formation pour le personnel de livraison, à Montréal et à Toronto.

Sécurité routière

Depuis le premier trimestre de 2024, le taux de collisions de véhicules motorisés a diminué de 20 % de façon constante sur douze mois, une tendance positive que la Société espère maintenir jusqu'à la fin de l'année.

Engagement du personnel

Au troisième trimestre, une nouvelle version de la Pratique sur le milieu de travail hybride a été communiquée à l'interne. Chaque membre du personnel doit maintenant travailler à partir de son lieu de travail officiel au moins deux jours par semaine pour renforcer les liens dans et entre les équipes, ce qui favorise la collaboration, le mentorat et la créativité.

Relations du travail

Au troisième trimestre de 2024, nous avons continué d'assurer l'harmonisation et de collaborer avec toutes nos unités de négociation sur un certain nombre de sujets et d'initiatives par l'entremise de divers comités, de consultations et d'autres mécanismes. Par exemple :

- Nous avons continué de collaborer avec toutes les unités de négociation en vue d'élaborer un plan exhaustif d'équité salariale.
- Nous avons poursuivi nos discussions avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) et repris les discussions avec l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) au sujet des services financiers.
- Nous avons poursuivi notre partenariat avec l'Association des officiers des postes du Canada (AOPC) pour résoudre des préoccupations clés, comme la violence et le harcèlement en milieu de travail.
- Nous avons collaboré avec les unités de négociation pour régler de façon proactive les problèmes et les griefs dans un certain nombre de domaines.

État des négociations

Postes Canada s'engage à collaborer avec toutes les unités de négociation afin de conclure de nouvelles conventions collectives, sans arrêt de travail.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS).

Les conventions collectives des unités de négociation STTP-EPU et STTP-FFRS ont pris fin respectivement le 31 janvier 2024 et le 31 décembre 2023. Le 12 novembre 2024, la Société a reçu des avis de grève du STTP-EPU et du STTP-FFRS. Le 15 novembre 2024, le personnel représenté par le STTP a entamé une grève nationale. Les semaines d'incertitude avant la grève ont fait baisser les volumes de beaucoup et ont eu une grande incidence sur les finances de la Société. Cette tendance devrait s'intensifier en raison des activités de grève qui ont commencé. Postes Canada doit maintenant procéder à des ajustements opérationnels, comme le permet le *Code canadien du travail*, en fonction des réalités opérationnelles et des besoins commerciaux. Par conséquent, les conditions d'emploi du personnel représenté par le STTP dans les unités de négociation urbaine et des FFRS ont changé.

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La convention collective actuelle entre Postes Canada et l'ACMPA a pris fin le 31 décembre 2023. Conformément au *Code canadien du travail*, la convention collective actuelle reste en vigueur tout au long du processus de négociation. Les négociations entre Postes Canada et l'ACMPA suivent leur cours. Les deux parties ont déposé leurs revendications respectives et continuent d'en discuter.

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

La convention collective actuelle entre Postes Canada et l'AFPC/SEPC, qui a expiré le 31 août 2024, continuera de s'appliquer jusqu'à ce que le droit de grève ou de lock-out soit exercé conformément au *Code canadien du travail*. En août 2024, Postes Canada et l'AFPC/SEPC ont amorcé des discussions en vue de négocier une nouvelle convention collective.

4.2 Notre réseau et notre infrastructure



Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada dessert un vaste réseau qui requiert un énorme travail de coordination entre les fonctions de levée, de traitement, de transport et de livraison.

Service et capacité

Au troisième trimestre de 2024, nous avons axé nos efforts sur des initiatives visant à répondre aux besoins en évolution de la population canadienne, et surtout sur le soutien de la croissance du cybercommerce.

Ajouts et modernisations d'installations

Nous avons terminé l'agrandissement, la relocalisation ou la modification des installations ci-dessous :

Province	Municipalité	Type d'installation	Changement
Ontario	Port Perry	Bureau de poste	Déménagement
	Georgetown	Bureau de poste	Modifications
	Brampton Nord et principal	Postes de facteurs	Modifications
Colombie-Britannique	Lumby	Bureau de poste	Agrandissement
Manitoba	Winkler	Bureau de poste	Modifications
Alberta	Blackfalds	Bureau de poste	Déménagement

Ouverture de deux nouvelles installations :

Province	Municipalité	Type d'installation
Ontario	Port Perry	Bureau de poste
Alberta	Blackfalds	Bureau de poste

Réapprovisionnement des actifs

Au troisième trimestre de 2024, Postes Canada a reçu 180 véhicules à conduite à droite C-250 qui seront utilisés pour remplacer les fourgonnettes compactes et les véhicules en fin de vie utile. En plus de mettre à niveau notre parc de véhicules, nous avons déployé du matériel de rue pour les nouveaux points de remise (ou les unités à remplacer) et entretenu notre infrastructure immobilière.

Technologie

Notre programme de transformation de l'expérience se poursuit et modernisera les systèmes d'entreprise qui nous ont empêchés d'être compétitifs dans un marché en constante évolution où la concurrence est de plus en plus féroce. Grâce à ce programme, nous pourrions mettre en place une nouvelle structure de tarification et apporter de grandes améliorations à notre système de facturation pour la clientèle et être ainsi plus compétitifs sur le marché de la livraison des colis. Le nouveau système rendra également les outils du Libre-service aux employés plus intuitifs et plus conviviaux. Les activités de mise à l'essai et de préparation du système se poursuivent en prévision de la mise à niveau technique et de la transformation du SAP S/4HANA, dont le déploiement est prévu en 2025.

Dans le cadre du programme, nous avons également lancé un nouvel outil de mise au choix des emplois déployé dans la plateforme Ma connexion bien-être au début du mois d'octobre, en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest. Cet outil automatisé, qui remplace l'ancien processus papier, permet aux membres du personnel de participer plus rapidement et plus efficacement à la mise au choix des quarts de travail. Cet outil sera mis en œuvre dans toute l'organisation au début de 2025.

4.3 Nos priorités environnementales, sociales et de gouvernance



Secteur Postes Canada

En tant que l'un des principaux employeurs au Canada, Postes Canada est fière d'assumer sa responsabilité de promouvoir la diversité, l'inclusion et le développement durable.

Développement durable

Postes Canada s'engage à réduire l'impact environnemental de ses opérations, et ce, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les déchets, en faisant la promotion de l'économie circulaire et en rendant ses solutions de transport plus écologiques. Voici les

progrès réalisés au troisième trimestre pour protéger l'environnement et assurer un avenir durable :

- Nous avons commencé la mise en œuvre de notre programme zéro déchet dans les principaux emplacements de notre réseau. Le programme comprend l'installation d'une infrastructure de gestion des déchets normalisée et plus efficace dans 80 emplacements d'ici la fin de 2024, ce qui nous rapprochera de notre objectif de détourner des sites d'enfouissement 90 % de nos déchets opérationnels d'ici 2030.
- Nous avons effectué une évaluation détaillée des risques climatiques en déterminant les répercussions financières potentielles des principaux risques et occasions liés au climat de Postes Canada. Cette évaluation orientera l'élaboration de notre stratégie de résilience aux changements climatiques afin de soutenir la viabilité à long terme de l'entreprise. Les résultats de l'évaluation des répercussions sont disponibles dans notre *Rapport sur le développement durable 2023*.

Engagement du personnel et engagement communautaire

L'atteinte de nos objectifs intégrant les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) nécessite l'engagement de notre personnel et des populations que nous servons. Au troisième trimestre de 2024, nous avons annoncé que nous fournirons 1,3 million de dollars en subventions à 106 organismes de bienfaisance, écoles et organismes communautaires partout au pays dans le cadre de la mission de la Fondation communautaire de Postes Canada qui est d'améliorer la vie des enfants et des jeunes. Depuis 2012, la Fondation a versé 14,8 millions de dollars à plus de 1 300 initiatives partout au pays.

Gouvernance

La population canadienne s'attend à ce que Postes Canada offre des services dans la langue de son choix et qu'elle traite ses renseignements personnels de façon responsable tout en les protégeant.

- Au troisième trimestre, Postes Canada a intégré officiellement les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée dans le processus décisionnel en matière de placement. Cette démarche proactive est conforme à notre engagement à l'égard d'une approche de la protection de la vie privée dès la conception. Cette approche veille à ce que les risques liés à la protection des renseignements personnels et des données soient pris en compte dès le début de chaque projet. Nous nous assurons ainsi de respecter les exigences réglementaires et celles des politiques de la Société et d'atténuer les risques liés aux atteintes à la vie privée ou encore à la collecte ou à l'utilisation inappropriée de renseignements personnels.
- Comme l'exige le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, Postes Canada a mené une consultation publique sur les bureaux de poste bilingues au troisième trimestre dans le cadre de l'Exercice de révision de l'application du Règlement sur les langues officielles. Les commentaires des communautés de langue officielle en situation minoritaire ont été recueillis par sondage numérique annoncé au moyen de 4,4 millions de cartes postales, dans les journaux locaux et les canaux en ligne. Les 30 000 réponses reçues sont

actuellement en cours d'analyse afin d'évaluer la nécessité d'ajouter des bureaux de poste bilingues.

Accessibilité

Postes Canada s'est engagée à améliorer l'accessibilité dans toute l'organisation pour sa clientèle et son personnel. Au troisième trimestre de 2024, des progrès importants ont été réalisés, notamment en fournissant dix nouveaux éléments de conception qui améliorent l'accessibilité des outils numériques et assurent la compatibilité avec les récentes mises à niveau technologiques. Ces caractéristiques prédéfinies répondent à nos normes d'accessibilité, ce qui simplifie le développement et réduit les coûts.

5. Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre performance financière au troisième trimestre de 2024.

À moins d'indication contraire, les résultats de cette section sont présentés pour le troisième trimestre de 2024 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2024, et sont comparés à ceux des périodes correspondantes de 2023.

5.1 Résultats d'exploitation consolidés

Tendances consolidées

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe pour les neuf derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. La demande de services atteint un sommet pendant la période des Fêtes, au quatrième trimestre, et les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Malgré ces fluctuations, les coûts fixes élevés du Groupe demeurent constants tout au long de l'année.

(en millions de dollars)

	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023	T4 2022	T3 2022
Produits d'exploitation	2 213	2 267	2 404	2 680	2 265	2 340	2 501	2 802	2 373
Charges d'exploitation	2 455	2 461	2 582	2 764	2 485	2 508	2 560	2 786	2 498
Résultat d'exploitation	(242)	(194)	(178)	(84)	(220)	(168)	(59)	16	(125)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(10)	59	284	(3)	3	1	1	(8)	(11)
Résultat avant impôt	(252)	(135)	106	(87)	(217)	(167)	(58)	8	(136)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(42)	(122)	6	215	(54)	(40)	(13)	9	(35)
Résultat net	(210)	(13)	100	(302)	(163)	(127)	(45)	(1)	(101)

Résultats consolidés du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart(%)
Produits d'exploitation	2 213	2 265	(52)	(2,3) %	6 884	7 106	(222)	(3,1) %
Charges d'exploitation	2 455	2 485	(30)	(1,2) %	7 498	7 553	(55)	(0,7) %
Résultat d'exploitation	(242)	(220)	(22)	(10,0) %	(614)	(447)	(167)	(37,2) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(10)	3	(13)	(424,7) %	333	5	328	+
Perte avant impôts	(252)	(217)	(35)	(16,4) %	(281)	(442)	161	36,3 %
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(42)	(54)	12	21,6 %	(158)	(107)	(51)	(48,5) %
Résultat net	(210)	(163)	(47)	(29,0) %	(123)	(335)	212	63,2 %
Autres éléments du résultat global	(84)	342	(426)	(124,7) %	940	(121)	1 061	877,9 %
Résultat global	(294)	179	(473)	(264,8) %	817	(456)	1 273	278,9 %

+ Pourcentage de variation élevé.

Au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, le Groupe a déclaré une perte d'exploitation importante, qui s'est creusée par rapport à 2023, principalement en raison de la baisse des produits du secteur Postes Canada et de la baisse des produits de la déconsolidation de SCI au premier trimestre de 2024.

Le gain sur la vente de SCI au premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au deuxième trimestre de 2024 est comptabilisé dans les produits de placement et autres produits de l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global et, par conséquent, il n'est pas inclus dans le résultat d'exploitation. On attribue à ce gain sur la vente une amélioration de la perte avant impôt du Groupe pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2024, par rapport à la perte avant impôt en 2023. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 5.3 et 5.4.



Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation ont diminué au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2023, principalement en raison de la cession de SCI et des baisses de produits dans le secteur Postes Canada, ce qui a été en partie compensé par les hausses de produits du secteur Purolator.



Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont diminué au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de 2024 par rapport à 2023; cette situation est attribuable à la cession de SCI au premier trimestre de 2024 et à la baisse des investissements autres qu'en capital dans le secteur Postes Canada, ce qui a été en partie contrebalancé par la hausse des charges au titre des avantages du personnel.

Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net

En raison de la cession de SCI au premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au deuxième trimestre de la même année, les produits nets liés aux activités d'investissement et de financement ont considérablement augmenté durant les neuf premiers mois de l'exercice 2024 par rapport à ceux de la période correspondante de 2023.

Autres éléments du résultat global

Le résultat négatif des autres éléments du résultat global consolidé au troisième trimestre de 2024 est attribuable à la perte de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, cette situation s'expliquant par la baisse des taux d'actualisation du deuxième et du premier trimestres de 2024. Le résultat positif des autres éléments du résultat global depuis le début de l'exercice 2024 est principalement attribuable au gain de réévaluation découlant de rendements des actifs plus élevés que prévu au troisième trimestre.

5.2 Résultats d'exploitation par secteur



Résultats par secteur – Résultat avant impôt (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	(315)	(290)	(25)	(8,8) %	(345)	(651)	306	47,0 %
Purolator	62	68	(6)	(8,1) %	182	201	(19)	(9,4) %
SCI	–	5	(5)	(100,0) %	–	8	(8)	(103,4) %
Écritures de consolidation et éliminations	1	–	1	(330,8) %	(118)	–	(118)	+
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(252)	(217)	(35)	(16,4) %	(281)	(442)	161	36,3 %

+ Pourcentage de variation élevé.

La perte avant impôt du Groupe s'est améliorée de 161 millions de dollars (+36,3 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à la même période de 2023. Le gain consolidé non

récurrent (avant impôt) de 294 millions de dollars sur la vente de SCI, et de 52 millions de dollars sur la vente d'Innovaposte, a largement contribué à ces résultats. Les résultats des secteurs Postes Canada et Purolator comprennent les revenus de dividendes versés par suite de la cession de SCI et d'Innovaposte. Les résultats du secteur Postes Canada depuis le début de l'exercice 2024 ont été influencés par les revenus de dividendes de Purolator (versés au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023). Ces dividendes ont été éliminés au moment de la consolidation. Le résultat d'exploitation, une perspective du rendement de l'entreprise qui exclut ces répercussions exceptionnelles, a affiché une détérioration, particulièrement dans le secteur Postes Canada.

5.3 Secteur Postes Canada

Les pertes d'exploitation se sont creusées de 22 millions de dollars (-7,7 %) au troisième trimestre et de 141 millions de dollars (-21,3 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport aux mêmes périodes de 2023.

En raison de la baisse des produits et de la hausse des charges d'exploitation, la perte avant impôt de 315 millions de dollars au troisième trimestre de 2024 s'est creusée de 25 millions de dollars (-8,8 %) par rapport à celle de la même période en 2023.

La perte avant impôt du secteur s'est améliorée de 306 millions de dollars (+47,0 %) depuis le début de l'exercice 2024, par rapport à la même période de 2023, et ce, principalement en raison des revenus de dividendes découlant des cessions de SCI et d'Innovaposte en 2024, et du moment du versement des revenus de dividendes de Purolator (effectués au premier trimestre de 2024, par rapport au quatrième trimestre de 2023).

Résumé des résultats du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Produits d'exploitation	1 572	1 587	(15)	(1,0) %	4 972	5 035	(63)	(1,3) %
Charges d'exploitation	1 885	1 878	7	0,4 %	5 775	5 697	78	1,4 %
Résultat d'exploitation	(313)	(291)	(22)	(7,7) %	(803)	(662)	(141)	(21,3) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(2)	1	(3)	(203,4) %	458	11	447	+
Résultat avant impôt	(315)	(290)	(25)	(8,8) %	(345)	(651)	306	47,0 %

+ Pourcentage de variation élevé.



Produits d'exploitation

Au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024, les produits ont diminué respectivement de 15 millions de dollars (-1,0 %) et de 63 millions de dollars (-1,3 %) par rapport aux périodes correspondantes de 2023. La conclusion de nouvelles affaires et le lancement de nouveaux produits du service Courrier de quartier de Postes Canada^{MC} au milieu de 2023 ont contribué à l'augmentation des volumes du marketing direct, ce qui a compensé la baisse des volumes dans toutes les autres catégories de produits. La concurrence accrue exercée par les nouveaux venus dans le secteur de la livraison de colis du cybercommerce, l'incertitude économique et le virage numérique ont réduit les dépenses de consommation et contribué à ces résultats négatifs.

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	T3 2024	T3 2023	Écart	Écart (%)
Colis du régime intérieur	615	641	(26)	(4,2) %	54	57	(3)	(5,3) %
Colis de départ	70	67	3	2,6 %	3	2	1	9,9 %
Colis d'arrivée	53	75	(22)	(28,6) %	7	11	(4)	(35,8) %
Autres	9	10	(1)	1,8 %	-	-	-	-
Total – Colis	747	793	(46)	(5,8) %	64	70	(6)	(9,6) %
Poste-lettres ^{MC} du régime intérieur	500	492	8	1,5 %	447	479	(32)	(6,5) %
Poste aux lettres de départ	14	14	-	(3,6) %	6	6	-	(7,5) %
Poste aux lettres d'arrivée	11	12	(1)	(1,8) %	11	12	(1)	(10,3) %
Total – Courrier transactionnel	525	518	7	1,3 %	464	497	(33)	(6,6) %
Courrier personnalisé de Postes Canada ^{MC}	92	100	(8)	(8,4) %	149	167	(18)	(10,6) %
Courrier de quartier de Postes Canada ^{MC}	116	88	28	32,7 %	926	705	221	31,5 %
Total Marketing Intelliposte ^{MC}	208	188	20	10,7 %	1 075	872	203	23,4 %
Poste-publications ^{MC}	31	30	1	1,5 %	39	41	(2)	(4,7) %
Correspondance-réponse d'affaires ^{MC} et autre courrier	3	4	(1)	(8,4) %	2	2	-	(14,2) %
Autres	4	3	1	0,9 %	-	-	-	-
Total – Marketing direct	246	225	21	9,0 %	1 116	915	201	22,1 %
Produits et services grand public	54	51	3	7,0 %	-	-	-	-
Total	1 572	1 587	(15)	(1,0) %	1 644	1 482	162	10,9 %

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart	Écart (%)
Colis du régime intérieur	1 889	1 976	(87)	(4,4) %	165	170	(5)	(3,3) %
Colis de départ	213	210	3	1,1 %	9	8	1	11,8 %
Colis d'arrivée	181	233	(52)	(22,0) %	24	32	(8)	(25,1) %
Autres	29	26	3	10,4 %	-	-	-	-
Total – Colis	2 312	2 445	(133)	(5,5) %	198	210	(12)	(6,0) %
Poste-lettres du régime intérieur	1 664	1 663	1	0,1 %	1 554	1 614	(60)	(3,7) %
Poste aux lettres de départ	47	48	(1)	(1,9) %	21	22	(1)	(2,4) %
Poste aux lettres d'arrivée	38	38	-	(0,2) %	35	37	(2)	(6,6) %
Total – Courrier transactionnel	1 749	1 749	-	0,0 %	1 610	1 673	(63)	(3,7) %
Courrier personnalisé	284	301	(17)	(5,6) %	468	503	(35)	(7,0) %
Courrier de quartier de Postes Canada	353	269	84	31,2 %	2 787	2 186	601	27,5 %
Total – Marketing Intelliposte	637	570	67	11,8 %	3 255	2 689	566	21,1 %
Poste-publications	89	92	(3)	(3,8) %	117	126	(9)	(6,9) %
Correspondance-réponse d'affaires et autre courrier	11	12	(1)	(6,5) %	7	8	(1)	(12,7) %
Autres	11	11	-	(2,3) %	-	-	-	-
Total – Marketing direct	748	685	63	9,1 %	3 379	2 823	556	19,7 %
Produits et services grand public	163	156	7	4,8 %	-	-	-	-
Total	4 972	5 035	(63)	(1,3) %	5 187	4 706	481	10,2 %



Produits et volumes selon le secteur d'activité

Colis

Au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, les produits du secteur d'activité Colis ont diminué respectivement de 46 millions de dollars (-5,8 %) et de 133 millions de dollars (-5,5 %), et les volumes ont baissé (-9,6 % et -6,0 %, respectivement) par rapport aux deux périodes correspondantes de 2023. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Colis du régime intérieur** ont baissé de 26 millions de dollars (-4,2 %) au troisième trimestre de 2024 et de 87 millions de dollars (-4,4 %) depuis le début de l'exercice 2024, par rapport aux mêmes périodes en 2023, principalement en raison des pressions de la concurrence que livrent les entreprises mondiales et celles à faible coût, des changements dans la composition de la clientèle et des canaux, et de la baisse des suppléments pour carburant (qui sont liés aux tarifs du marché). Malgré la

hausse du volume de retours d'articles achetés en ligne et l'amélioration du rendement du service, les volumes ont diminué au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, car la concurrence féroce après la pandémie fait perdre à Postes Canada des parts de marché au profit d'entreprises mondiales bien établies et d'entreprises à faible coût.

- Les produits de la catégorie **Colis de départ**, soit les produits recueillis auprès de la clientèle au Canada qui envoie des colis à destination d'administrations postales étrangères, ont augmenté de 3 millions de dollars (+2,6 %) au troisième trimestre de 2024 et de 3 millions de dollars (+1,1 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport aux périodes correspondantes de 2023. En 2024, les produits des colis de départ par article, qui varient selon le pays de destination et le canal de vente (vente au détail ou clientèle commerciale), ont été négativement touchés par la composition de la clientèle.
- Les produits de la catégorie **Colis d'arrivée**, soit les droits payés à Postes Canada par d'autres administrations postales pour les articles provenant de l'extérieur du Canada, ont diminué de 22 millions de dollars (-28,6 %) au troisième trimestre et de 52 millions de dollars (-22,0 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport aux périodes correspondantes de 2023. Comme un plus grand nombre de pays délaissent le réseau postal au profit de canaux nationaux concurrentiels et d'entreprises à faible coût, les volumes d'arrivée ont continué de baisser.
- Les produits de la catégorie **Autres**, qui comprennent principalement les frais provenant du programme des importations postales assujetties à des droits de douane, ont augmenté de 3 millions de dollars (+10,4 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à 2023, en raison de la hausse des volumes d'articles d'arrivée visés par des droits de douane et des taxes pour lesquels nous percevons des frais d'administration par article.

Courrier transactionnel

Les produits du secteur d'activité Courrier transactionnel ont augmenté de 7 millions de dollars (+1,3 %) au troisième trimestre de 2024 et sont restés stables depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2023, et les volumes ont diminué de -6,6 % et de -3,7 %, respectivement. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Poste-lettres^{MC} du régime intérieur** ont augmenté de 8 millions de dollars (+1,5 %) au troisième trimestre de 2024 par rapport à ceux du troisième trimestre de 2023, principalement en raison de l'augmentation des tarifs réglementés des timbres mise en place au deuxième trimestre de 2024. Les produits sont demeurés stables depuis le début de l'exercice 2024, en raison du remplacement des communications imprimées, comme les lettres, les factures, les avis et les relevés, par des solutions numériques. L'augmentation des tarifs des timbres réglementés a pondéré en partie ce résultat.
- Les produits des catégories **Poste aux lettres d'arrivée** et **Poste aux lettres de départ** ont été stables et les volumes ont baissé au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, comparativement aux mêmes périodes de 2023. Les produits du service Poste aux lettres de départ sont générés par la clientèle du régime intérieur pour le courrier envoyé à l'international, tandis que les produits du service Poste aux lettres

d'arrivée sont recueillis par les administrations postales étrangères, puis partagés avec Postes Canada puisqu'elle assure la livraison de leur courrier international au Canada.

Marketing direct

Les produits du secteur d'activité Marketing direct ont connu une hausse de 21 millions de dollars (+9,0 %) pour une augmentation de 201 millions d'articles (+22,1 %) au troisième trimestre de 2024, comparativement au troisième trimestre de 2023, et de 63 millions de dollars (+9,1 %) pour une augmentation de 556 millions d'articles (+19,7 %) depuis le début de l'exercice 2024. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits du service **Courrier personnalisé**^{mc} ont diminué de 8 millions de dollars (-8,4 %) et de 17 millions de dollars (-5,6 %) respectivement au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, alors que les volumes ont continué d'être touchés négativement par les plateformes numériques qui utilisent de nouvelles technologies pour joindre le grand public efficacement. Toutefois, notre proposition de valeur consistant à offrir à notre clientèle une forme de communication plus pertinente et plus marquante demeure solide.
- Les produits du service **Courrier de quartier**^{mc} ont augmenté de 28 millions de dollars (+32,7 %) au troisième trimestre de 2024 et de 84 millions de dollars (+31,2 %) depuis le début de l'exercice 2024, par rapport aux périodes correspondantes de 2023. Des ententes nouvellement conclues génèrent un fort engagement à l'échelle locale, alors que la distribution des campagnes existantes à des adresses supplémentaires soutient la croissance des volumes. L'ajout réussi d'un nouveau format de courrier respectueux de l'environnement en 2023 continue d'avoir une incidence positive sur les produits et les volumes.
- Depuis le début de l'exercice 2024, les produits et les volumes du service **Poste-publications** ont souffert de la baisse des abonnements et des campagnes sur format papier, les publications numériques étant de plus en plus le mode de livraison privilégié.
- Les produits des catégories **Correspondance-réponse d'affaires**^{mc} et **autres** sont demeurés stables au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024, comparativement aux mêmes périodes de 2023.

Produits et services grand public

Les produits générés par le secteur d'activité des **produits et services grand public** ont augmenté de 3 millions de dollars (+7,0 %) au troisième trimestre de 2024 et de 7 millions de dollars (+4,8 %) depuis le début de l'exercice 2024, comparativement aux périodes correspondantes de 2023. Cette situation est principalement due aux services de logistique pour les envois électoraux (comme l'entreposage et le transport) et à la croissance des produits et services grand public, comme les cases postales, les pièces de monnaie et les articles de collection.



Charges d'exploitation

Au troisième trimestre de 2024, les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont augmenté de 7 millions de dollars (+0,4 %) par rapport au troisième trimestre de 2023, et de 78 millions de dollars (+1,4 %) au cours des neuf premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des charges liées aux avantages du personnel découlant des taux d'actualisation moins élevés et des augmentations salariales pour tenir compte de l'inflation, demeurer concurrentiels et attirer des talents. Une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volume a permis d'atténuer certaines charges. L'inflation générale a également contribué à l'augmentation des charges d'exploitation. Toutefois, ces augmentations ont été en partie compensées par la réduction intentionnelle des coûts dans plusieurs secteurs et la baisse des investissements autres qu'en capital, l'entreprise ayant recentré ses priorités d'investissement pour 2024.

(en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Main-d'œuvre	978	967	11	1,1 %	2 913	2 917	(4)	(0,1) %
Avantages du personnel	280	223	57	26,1 %	867	701	166	23,7 %
Total des charges de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 258	1 190	68	5,8 %	3 780	3 618	162	4,5 %
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	311	320	(9)	(3,0) %	988	979	9	0,8 %
Immobilier, installations et entretien	62	60	2	4,3 %	199	196	3	1,9 %
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	119	131	(12)	(10,5) %	374	399	(25)	(6,3) %
Charge d'investissement autre qu'en capital	43	88	(45)	(50,1) %	157	244	(87)	(35,6) %
Total des autres charges d'exploitation	535	599	(64)	(10,8) %	1 718	1 818	(100)	(5,5) %
Amortissement	92	89	3	3,0 %	277	261	16	6,0 %
Total des charges d'exploitation	1 885	1 878	7	0,4 %	5 775	5 697	78	1,4 %

Main-d'œuvre et avantages du personnel

Une meilleure adaptation des horaires de travail aux fluctuations de volume et des rajustements en fonction du coût de la vie en 2023 a entraîné une diminution globale des charges liées à la main-d'œuvre. Toutefois, les réductions de coûts liées au volume ont été en grande partie contrebalancées par des augmentations salariales pour tenir compte de l'inflation, demeurer concurrentiels et attirer des talents.

Les charges liées aux avantages du personnel ont augmenté de 57 millions de dollars (+26,1 %) au troisième trimestre de 2024 et de 166 millions de dollars (+23,7 %) depuis le début de l'exercice 2024 par rapport aux mêmes périodes en 2023, principalement en raison d'une diminution des taux d'actualisation qui a fait augmenter les charges au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sans incidence sur la trésorerie.

Autres charges d'exploitation et d'amortissement

Au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, et comparativement aux mêmes périodes de 2023, ces charges ont fluctué comme suit :

- Les coûts de levée, de traitement et de livraison hors main-d'œuvre ont diminué de 9 millions de dollars (-3,0 %) au troisième trimestre, en raison de la baisse des coûts de transport associée à la diminution du volume de colis. Les coûts ont augmenté de 9 millions de dollars (+0,8 %) depuis le début de l'année, principalement en raison de la hausse des dépenses liées aux services automobiles et aux règlements internationaux, ce qui a été compensé en partie par la baisse des droits versés aux concessionnaires, des droits de douane et d'autres frais.
- Les frais de vente, les frais administratifs et les frais de technologie de l'information ont diminué de 12 millions de dollars (-10,5 %) au troisième trimestre et de 25 millions de dollars (-6,3 %) depuis le début de l'année, principalement en raison de la réduction intentionnelle des coûts dans plusieurs secteurs.
- Les investissements autres qu'en capital ont diminué de 43 millions de dollars (-50,1 %) au troisième trimestre et de 87 millions de dollars (-35,6 %) depuis le début de l'exercice, car nous avons réorienté nos projets d'investissement en 2024.
- Les charges d'amortissement ont augmenté respectivement de 3 millions de dollars (+3,0 %) et de 16 millions de dollars (+6,0 %) au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de 2023, et ce, en raison de l'incidence annualisée des investissements consacrés aux immobilisations en 2023.



Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net

Au cours des neuf premiers mois de 2024, les produits liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté de 447 millions de dollars par rapport à la même période en 2023. Cette situation est principalement due aux revenus de dividendes provenant des cessions de SCI et d'Innovaposte, et au moment des versements des dividendes de Purolator, qui ont eu lieu au premier trimestre de 2024, comparativement au quatrième trimestre de 2023.

5.4 Secteur Purolator

Le résultat avant impôt du secteur Purolator a diminué de 6 millions de dollars (-8,1 %) au troisième trimestre de 2024 et de 19 millions de dollars (-9,4 %) depuis le début de l'exercice 2024 comparativement aux mêmes périodes de 2023.

Résumé des résultats (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Produits d'exploitation	654	627	27	2,8 %	1 940	1 934	6	0,3 %
Main-d'œuvre	238	223	15	6,6 %	710	685	25	3,6 %
Avantages du personnel	57	53	4	8,8 %	188	169	19	11,6 %
Autres charges d'exploitation	259	258	1	0,3 %	772	796	(24)	(3,0) %
Amortissement	35	27	8	28,6 %	99	79	20	25,7 %
Charges d'exploitation	589	561	28	5,0 %	1 769	1 729	40	2,3 %
Résultat d'exploitation	65	66	(1)	(0,1) %	171	205	(34)	(16,4) %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(3)	2	(5)	(202,2) %	11	(4)	15	428,3 %
Résultat avant impôt	62	68	(6)	(8,1) %	182	201	(19)	(9,4) %

Les produits d'exploitation ont augmenté au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024 par rapport à 2023, en raison d'un jour ouvrable de plus au troisième trimestre de 2024. Les revenus supplémentaires générés par l'acquisition de Williams PharmaLogistics à la fin de 2023 ont contribué à l'augmentation des revenus depuis le début de l'année.

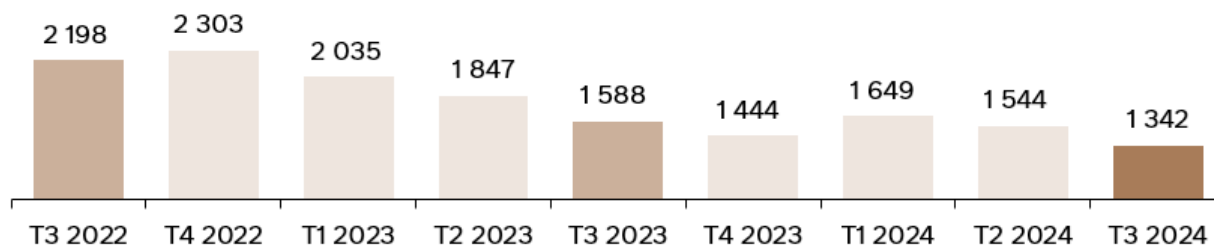
Au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, les charges totales liées à la main-d'œuvre ont augmenté en raison de l'inflation. Les charges liées aux avantages du personnel ont, quant à elles, augmenté en raison d'une plus grande utilisation des avantages par le personnel actif, de la hausse des taux des prestations, de l'augmentation des coûts du régime de retraite et d'une baisse des taux d'actualisation. Les charges d'amortissement ont également augmenté en raison d'investissements en immobilisations supplémentaires. Les autres charges d'exploitation ont diminué en raison de la réduction des volumes et des mesures de réduction des coûts. Depuis le début de l'exercice 2024, les produits liés aux activités d'investissement et de financement ont augmenté en raison des revenus de dividendes versés par suite des cessions de SCI et d'Innovaposte.

6. Liquidités et ressources en capital

Examen des flux de trésorerie, des liquidités et des ressources en capital.

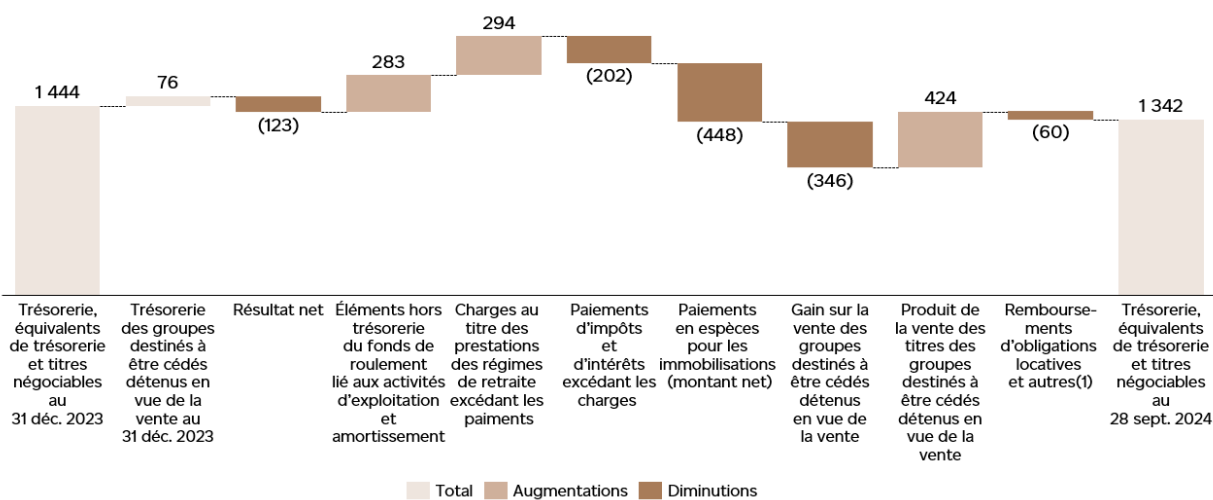
6.1 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables

(en millions de dollars)



Le Groupe détenait de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables qui se chiffraient à 1 342 millions de dollars au 28 septembre 2024, comparativement à 1 444 millions de dollars au 31 décembre 2023. La diminution de 102 millions de dollars (-7,1 %) est principalement attribuable aux pertes d'exploitation consolidées, en partie compensées par les entrées de trésorerie liées aux cessions de SCI et d'Innovaposte.

Variation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables depuis le début de 2024 (en millions de dollars)



1. Comprend l'effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La diminution de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables est principalement attribuable aux paiements en espèces au titre des immobilisations et aux pertes d'exploitation, compensés par les entrées de trésorerie provenant de la vente de SCI au premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au deuxième trimestre de 2024.

État consolidé des flux de trésorerie (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(32)	(35)	3	4,2 %	(94)	(66)	(28)	(42,0) %	T3 : Augmentation des charges au titre des prestations de retraite en excédent des paiements et variations des éléments du fonds de roulement en partie contrebalancées par une augmentation des pertes d'exploitation. CA : Augmentation des pertes d'exploitation et variations des éléments du fonds de roulement en partie contrebalancées par l'augmentation des charges au titre des prestations de retraite en excédent des paiements.
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	(47)	(58)	11	19,2 %	14	18	(4)	(20,2) %	T3 : Baisse des acquisitions d'immobilisations en partie compensée par une diminution du produit de la vente des titres (montant net d'acquisition). CA : Diminution du produit de la vente des titres (montant net d'acquisition) en partie compensée par le produit de la vente de SCI et d'Innovaposte.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(19)	(32)	13	41,1 %	(84)	(96)	12	11,7 %	T3 : Baisse des paiements au titre des obligations locatives découlant de la vente de SCI. CA : Baisse des paiements au titre des obligations en partie contrebalancée par les dividendes versés.



Acquisitions d'immobilisations (en millions de dollars)*

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Postes Canada	60	100	(40)	(40,9) %	198	281	(83)	(29,5) %
Purolator	69	33	36	111,0 %	182	128	54	43,7 %
SCI	–	4	(4)	(100,0) %	–	11	(11)	(100,0) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	129	137	(8)	(5,9) %	380	420	(40)	(8,9) %

* Les acquisitions d'immobilisations comprennent les immobilisations acquises, mais qui n'ont pas encore été payées; elles diffèrent du montant présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Secteur Postes Canada (en millions de dollars)

	T3 2024	T3 2023	Écart (\$)	Écart (%)	CA 2024	CA 2023	Écart (\$)	Écart (%)
Acquisitions d'immobilisations	60	100	(40)	(40,9) %	198	281	(83)	(29,5) %
Charge d'investissement autre qu'en capital	43	88	(45)	(50,1) %	157	244	(87)	(35,6) %
Investissement total	103	188	(85)	(45,2) %	355	525	(170)	(32,3) %

Au troisième trimestre de 2024 et depuis le début de l'exercice 2024, par rapport aux mêmes périodes de 2023, les investissements du secteur Postes Canada ont respectivement diminué de 85 millions de dollars (-45,2 %) et de 170 millions de dollars (-32,3 %), avec des baisses dans les investissements en capital et les investissements autres qu'en capital. Même si nous avons ajusté l'orientation de nos investissements en 2024 en raison de notre situation financière, nous maintenons notre engagement à l'égard des trois piliers de notre plan de transformation à long terme. Nous favorisons les projets essentiels au maintien de notre compétitivité, à la prestation d'un excellent service à la population canadienne et à la sécurité de notre personnel. Au cours du troisième trimestre de 2024, nous avons mis l'accent sur les éléments suivants :

- Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre système progiciel de gestion intégré (PGI).
- Nous avons assuré l'entretien et le réapprovisionnement des actifs, y compris le parc de véhicules, les installations, l'équipement et le matériel de rue.
- Nous avons investi dans une initiative d'amélioration de l'efficacité de notre réseau.
- Nous avons modernisé et amélioré nos applications, notre infrastructure et nos plateformes destinées à la clientèle.

6.2 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes



Situation de capitalisation

Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus. De plus, aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2024. À la fin du troisième trimestre, l'excédent de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) était estimé à 2,7 milliards de dollars, soit une amélioration de 500 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice 2023, principalement en raison de rendements des actifs plus élevés que prévu.



Réévaluations

Aux fins comptables, une perte de réévaluation de 2 millions de dollars et un gain de réévaluation de 832 millions de dollars, après impôt, au titre du Régime ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global respectivement pour le troisième trimestre et le cumul annuel principalement en raison d'une diminution du taux d'actualisation par rapport au deuxième et au premier trimestres de 2024, une situation qui a été compensée par des rendements des actifs plus élevés que prévu au troisième trimestre.



Cotisations

Le versement de cotisations au titre des services rendus n'a pas été autorisé au troisième trimestre de 2024 (montant nul au troisième trimestre de 2023) ou pour les neuf premiers mois de 2024 (69 millions de dollars pour le cumul annuel de 2023).

6.3 Liquidités et ressources en capital



Liquidités

Le secteur Postes Canada disposait de 1 125 millions de dollars en placements liquides non affectés au 28 septembre 2024, soit une position de liquidité nette de 127 millions de dollars (170 millions de dollars en 2023) une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (998 millions de dollars en 2023). La baisse de 43 millions de dollars de la position de liquidité nette du secteur est attribuable à des pertes d'exploitation et à la hausse des charges engagées pour maintenir le réseau, en grande partie compensée par la trésorerie reçue de la vente de SCI et d'Innovaposte. Sans ces cessions exceptionnelles, la position de liquidité nette aurait diminué de près de 0,5 milliard de dollars.

En juillet 2025, les obligations de série 2 de 500 millions de dollars arriveront à échéance et créeront une pression importante sur les flux de trésorerie. Consultez la section 9.2 pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les liquidités et leur incidence sur la continuité de l'exploitation.

Purolator (désormais la seule filiale de la Société) disposait d'un total de 216 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 105 millions de dollars au 28 septembre 2024, ce qui lui assure des liquidités suffisantes pour soutenir ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.



Accès aux marchés financiers

En 2024, l'autofinancement de la Société découle principalement de l'utilisation de la trésorerie et des fonds liés aux activités d'exploitation ainsi que de la vente de SCI et d'Innovaposte.

En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, les emprunts à un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars; la Société a utilisé 998 millions de dollars de ce montant. Tout emprunt supplémentaire doit respecter les limites fixées dans le plan d'emprunt approuvé et les modalités afférentes doivent recevoir l'approbation de la ministre des Finances.

Aux fins de gestion de la trésorerie et sous la forme d'emprunts à court terme, la Société a accès immédiatement à 100 millions de dollars provenant de marges de crédit existantes, jusqu'au 31 décembre 2024. Ce montant est insuffisant pour couvrir les déficits de trésorerie anticipés et pourrait ne pas permettre à la Société d'obtenir un accès adéquat et en temps opportun aux marchés financiers.

7. Évolution de la situation financière

Examen des variations importantes des actifs et des passifs entre le 28 septembre 2024 et le 31 décembre 2023. (en millions de dollars)

ACTIF	28 sept. 2024	31 déc. 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 020	1 109	(89)	(8,1) %	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	302	335	(33)	(10,1) %	Échéances et baisse des acquisitions de titres négociables.
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	913	963	(50)	(5,1) %	Diminution des créances dans le secteur Postes Canada, contrebalancée par une hausse des créances dans le secteur Purolator.
Impôt à recevoir	15	6	9	159,2 %	Impôt à recevoir plus élevé dans le secteur Purolator.
Autres actifs	150	123	27	23,1 %	Hausse des charges payées d'avance dans tous les secteurs.
Actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	–	424	(424)	(100,0) %	Cessions de SCI et d'Innovaposte.
Total des actifs courants	2 400	2 960	(560)	(18,9) %	
Titres négociables	20	–	20	–	Achats d'obligations au cours de l'année.
Immobilisations corporelles	3 994	3 935	59	1,5 %	Excédent des acquisitions sur la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	282	252	30	11,9 %	Augmentation de l'acquisition de logiciels.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 406	1 285	121	9,4 %	Les nouveaux contrats de location et les renouvellements de contrats de location ont surpassé l'amortissement dans les secteurs Postes Canada et Purolator.
Titres réservés	378	398	(20)	(5,1) %	Réduction des titres réservés en partie compensée par une augmentation des produits d'intérêts des prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance vie temporaire et des prestations de décès dans le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 436	3 471	965	27,8 %	Gains de réévaluation au titre du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime) provenant principalement des rendements des actifs plus élevés que prévu au troisième trimestre.
Goodwill	161	161	–	0,4 %	
Autres actifs	59	55	4	5,7 %	
Total des actifs non courants	10 736	9 557	1 179	12,3 %	
Total des actifs	13 136	12 517	619	4,9 %	

(en millions de dollars)

PASSIF	28 sept. 2024	31 déc. 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Fournisseurs et autres crédateurs	790	880	(90)	(10,3) %	Calendrier et réduction des charges d'exploitation consolidées.
Salaires et avantages à payer	613	656	(43)	(6,6) %	Diminution des avantages et des salaires à verser dans tous les secteurs.
Provisions	68	63	5	8,5 %	
Impôt à payer	29	–	29	–	Gain sur la vente de SCI et d'Innovaposte.
Produits différés	154	172	(18)	(10,5) %	Baisse dans le secteur Postes Canada en raison du caractère saisonnier des activités.
Obligations locatives	98	94	4	4,5 %	
Partie courante des prêts et emprunts	500	–	500	–	Obligations de série 2 arrivant à échéance en juillet 2025 dans le secteur Postes Canada et constituant donc maintenant un passif courant.
Passifs au titre des autres avantages à long terme	56	56	–	–	
Passifs directement liés aux groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	–	299	(299)	(100,0) %	Cessions de SCI et d'Innovaposte.
Total des passifs courants	2 308	2 220	88	4,0 %	
Obligations locatives	1 519	1 390	129	9,3 %	Entrées nettes (contrats de location) supérieures aux paiements.
Prêts et emprunts	498	998	(500)	(50,1) %	Reclassement des obligations jusqu'à leur échéance actuelle en juillet 2025.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 126	3 118	8	0,3 %	Augmentation des charges n'ayant aucun effet sur la trésorerie compensée par les paiements de prestations et les gains de réévaluation.
Passifs d'impôt différé	256	169	87	51,6 %	Gains provenant de la réévaluation des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi en raison de hausses des taux d'actualisation par rapport au quatrième trimestre de 2023.
Autres passifs	46	48	(2)	(2,8) %	
Total des passifs non courants	5 445	5 723	(278)	(4,8) %	
Total des passifs	7 753	7 943	(190)	(2,4) %	

CAPITAUX PROPRES	28 sept. 2024	31 déc. 2023	Écart (\$)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	
Cumul des autres éléments du résultat global	4	4	–	22,4 %	
Résultat non distribué	4 139	3 337	802	24,0 %	Gains de réévaluation découlant des rendements des actifs plus élevés que prévu et d'une augmentation des taux d'actualisation par rapport au quatrième trimestre de 2023 et du gain sur la vente de SCI et d'Innovaposte.
Capitaux du Canada	5 298	4 496	802	17,8 %	
Participations ne donnant pas le contrôle	85	78	7	6,1 %	
Total des capitaux propres	5 383	4 574	809	17,6 %	
Total des passifs et des capitaux propres	13 136	12 517	619	4,9 %	

8. Risques et gestion des risques

Nous mettons régulièrement à jour les principaux risques et incertitudes propres à nos activités et notre approche pour gérer les risques.

Dans le *Rapport de gestion annuel de 2023*, nous avons fourni un examen détaillé des risques qui pourraient avoir une incidence importante sur nos activités. À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun fait nouveau n'est à rapporter relativement à nos risques émergents ou principaux au troisième trimestre de 2024.

Autonomie financière et besoin de flexibilité. L'un des principaux risques pour la Société est que le gouvernement du Canada (notre unique actionnaire) s'attend à ce que nous financions nos activités par les revenus découlant de la vente de nos produits et services et non par les fonds des contribuables, et que nous menions nos activités de manière à assurer notre autonomie financière. Le 28 octobre 2024, Postes Canada a déposé son plan d'entreprise de 2025 à 2029 (le plan) auprès de l'actionnaire aux fins d'approbation et continue de travailler avec son actionnaire et ses unités de négociation pour régler les importants problèmes structurels et financiers à long terme auxquels fait face le service postal. Consultez la section 9.2 pour obtenir des renseignements supplémentaires sur ce risque et son incidence sur la continuité de l'exploitation.

Conventions collectives

Le STTP est le plus grand syndicat de Postes Canada. Le 15 novembre 2024, le personnel représenté par le STTP des unités de négociation urbaine et des FFRS a entamé une grève nationale. La direction évalue les répercussions financières et autres de l'interruption de travail. Consultez la section 4.1 pour connaître l'état des négociations collectives.

La direction évalue les risques et les possibilités à chacun des niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse pour la gestion du risque d'entreprise. Lorsqu'il était opportun de le faire, Postes Canada a constitué des provisions pour des réclamations et des griefs, ainsi que pour des différends non contentieux. Si l'issue de ces actions devait différer des évaluations et des hypothèses de la direction, cela pourrait entraîner un ajustement considérable de la situation financière de la Société et de ses résultats d'exploitation.

9. Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables au troisième trimestre de 2024 et dans les exercices ultérieurs.

9.1 Méthodes comptables

Les renseignements concernant les méthodes comptables de Postes Canada sont présentés aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le troisième trimestre de 2024.

9.2 Jugements et estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers consolidés et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée ainsi que dans les périodes futures, si la révision a une incidence sur la période considérée et les périodes futures.

À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, les jugements et estimations comptables critiques du Groupe demeurent essentiellement inchangés par rapport à celles de l'exercice précédent.



Continuité de l'exploitation

La direction estime que la présentation sur la base de la continuité de l'exploitation demeure appropriée, ce qui suppose que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités, à leur échéance.

Depuis le début de l'exercice 2024, le secteur Postes Canada a déclaré une perte d'exploitation de 803 millions de dollars et une position de liquidité nette de 127 millions de dollars. Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes opérationnelles cumulatives de plus de 4 milliards de dollars. Ces résultats réduisent la trésorerie et les équivalents de trésorerie de Postes Canada et ont une incidence négative sur les liquidités de la Société. Les pertes financières récurrentes menacent la capacité de la Société à respecter les attentes fixées par le gouvernement du Canada voulant qu'elle veille à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service postal adaptées aux besoins de la population du Canada.

Postes Canada fonctionne sans plan d'entreprise approuvé depuis 2020. Le 28 octobre 2024, nous avons déposé notre plan d'entreprise de 2025 à 2029 (le plan) auprès de notre actionnaire (le gouvernement du Canada) aux fins d'approbation. Le plan comprend une augmentation de 25 % pour les produits réglementés du service Poste-lettres^{MC}, qui entrerait en vigueur en janvier 2025, le plan d'emprunt et de location de 2025, ainsi que les budgets d'exploitation et d'investissement de 2025 pour actualiser les autorisations de la Société.

La Société continue de travailler avec son actionnaire et ses unités de négociation pour régler les importants problèmes structurels et financiers à long terme auxquels fait face le service postal. Postes Canada prend des mesures pour gérer les coûts tout en collaborant avec son actionnaire sur la voie à suivre pour assurer la viabilité à long terme d'un service que des millions de personnes au pays estiment essentiel. La direction a déterminé qu'il n'existe pas actuellement d'incertitudes importantes jetant un doute sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant au moins 12 mois à compter de la date de clôture. Les états financiers intermédiaires ne comprennent aucun ajustement de la valeur comptable.

9.3 Contrôles internes

Au deuxième trimestre de 2024, la filiale de la Société, Purolator, a supervisé la mise en œuvre et la mise à niveau technique du progiciel de gestion intégré (PGI), ce qui a entraîné un changement important dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir pendant la période de mise en œuvre. La direction a effectué des examens avant et après la mise en œuvre pour s'assurer que la transition était bien conçue et exécutée afin de prévenir toute erreur importante dans les états financiers. À la lumière de ces examens, de la surveillance continue et de la mise en œuvre de contrôles transitoires, la direction a conclu que la transition n'avait pas causé d'anomalies significatives dans nos états financiers du troisième trimestre de 2024.

Pendant les neuf premiers mois de 2024, aucun autre changement n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir, qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société de l'information financière à fournir.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers intermédiaires) conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, Information financière intermédiaire, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives.

La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, du rendement financier et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,



21 novembre 2024

Le chef des finances,



État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité – en millions de dollars canadiens)

ACTIFS	Au 28 sept. 2024	Au 31 déc. 2023
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 020	1 109
Titres négociables	302	335
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	913	963
Impôt à recevoir	15	6
Autres actifs	150	123
Actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	–	424
Total des actifs courants	2 400	2 960
Actifs non courants		
Titres négociables	20	–
Immobilisations corporelles (note 5)	3 994	3 935
Immobilisations incorporelles (note 5)	282	252
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 5)	1 406	1 285
Titres réservés	378	398
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite (note 6)	4 436	3 471
Goodwill	161	161
Autres actifs	59	55
Total des actifs non courants	10 736	9 557
Total des actifs	13 136	12 517

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	Au 28 sept. 2024	Au 31 déc. 2023
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	790	880
Salaires et avantages à payer	613	656
Provisions	68	63
Impôt à payer	29	–
Produits différés	154	172
Obligations locatives (note 8)	98	94
Prêts et emprunts (note 9)	500	–
Passifs au titre des autres avantages à long terme (note 6)	56	56
Passifs directement liés aux groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	–	299
Total des passifs courants	2 308	2 220
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 8)	1 519	1 390
Prêts et emprunts (note 9)	498	998
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	3 126	3 118
Passifs d'impôt différé (note 7)	256	169
Autres passifs	46	48
Total des passifs non courants	5 445	5 723
Total des passifs	7 753	7 943

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	Au 28 sept. 2024	Au 31 déc. 2023
Capitaux propres		
Capital d'apport	1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global (note 15)	4	4
Résultat non distribué	4 139	3 337
Capitaux du Canada	5 298	4 496
Participations ne donnant pas le contrôle	85	78
Total des capitaux propres	5 383	4 574
Total des passifs et des capitaux propres	13 136	12 517
Engagements (note 11)		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines		Période de 39 semaines	
	close le		close le	
	28 sept. 2024	30 sept. 2023	28 sept. 2024	30 sept. 2023
Produits d'exploitation (note 12)	2 213	2 265	6 884	7 106
Charges d'exploitation				
Main-d'œuvre	1 216	1 252	3 681	3 782
Avantages du personnel	338	282	1 064	893
	1 554	1 534	4 745	4 675
Autres charges d'exploitation (note 13)	774	821	2 376	2 500
Amortissement (note 5)	127	130	377	378
Total des charges d'exploitation	2 455	2 485	7 498	7 553
Résultat d'exploitation	(242)	(220)	(614)	(447)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement				
Produits de placement et autres produits (note 14)	19	26	411	77
Charges financières et autres charges (note 14)	(29)	(23)	(78)	(72)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(10)	3	333	5
Résultat avant impôt	(252)	(217)	(281)	(442)
Recouvrement d'impôt sur le résultat (note 7)	(42)	(54)	(158)	(107)
Résultat net	(210)	(163)	(123)	(335)
Autres éléments du résultat global (note 15)				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	13	(20)	2	(13)
(Pertes latentes) gains latents sur les écarts de conversion des devises	(1)	1	(1)	–
Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations déterminées	(96)	361	939	(108)
Autres éléments du résultat global	(84)	342	940	(121)
Résultat global	(294)	179	817	(456)
Résultat net attribuable au (aux) :				
Gouvernement du Canada	(213)	(167)	(133)	(346)
Participations ne donnant pas le contrôle	3	4	10	11
	(210)	(163)	(123)	(335)
Résultat global attribuable au (aux) :				
Gouvernement du Canada	(297)	173	802	(470)
Participations ne donnant pas le contrôle	3	6	15	14
Résultat global	(294)	179	817	(456)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

(non audité – en millions de dollars canadiens)

Période de 13 semaines close le 28 septembre 2024	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 29 juin 2024	1 155	(8)	4 448	5 595	82	5 677
Résultat net	-	-	(213)	(213)	3	(210)
Autres éléments du résultat global	-	12	(96)	(84)	-	(84)
Résultat global	-	12	(309)	(297)	3	(294)
Solde au 28 septembre 2024	1 155	4	4 139	5 298	85	5 383

Période de 13 semaines close le 30 septembre 2023	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} juillet 2023	1 155	(4)	4 565	5 716	81	5 797
Résultat net	-	-	(167)	(167)	4	(163)
Autres éléments du résultat global	-	(19)	359	340	2	342
Résultat global	-	(19)	192	173	6	179
Solde au 30 septembre 2023	1 155	(23)	4 757	5 889	87	5 976

Période de 39 semaines close le 28 septembre 2024	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 155	4	3 337	4 496	78	4 574
Résultat net	-	-	(133)	(133)	10	(123)
Autres éléments du résultat global (note 15)	-	-	935	935	5	940
Résultat global	-	-	802	802	15	817
Transactions avec les actionnaires – Dividende	-	-	-	-	(8)	(8)
Solde au 28 septembre 2024	1 155	4	4 139	5 298	85	5 383

Période de 39 semaines close le 30 septembre 2023	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	1 155	(10)	5 214	6 359	73	6 432
Résultat net	–	–	(346)	(346)	11	(335)
Autres éléments du résultat global (note 15)	–	(13)	(111)	(124)	3	(121)
Résultat global	–	(13)	(457)	(470)	14	(456)
Solde au 30 septembre 2023	1 155	(23)	4 757	5 889	87	5 976

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	28 sept. 2024	30 sept. 2023	28 sept. 2024	30 sept. 2023
Activités d'exploitation				
Résultat net	(210)	(163)	(123)	(335)
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement (note 5)	127	130	377	378
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	151	91	458	288
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	(54)	(49)	(164)	(254)
Perte (profit) sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (notes 4, 14)	2	–	(346)	–
Gain sur la vente d'immobilisations	–	(1)	–	(1)
Perte de valeur	–	–	4	–
Recouvrement d'impôt sur le résultat et autres éléments ayant une incidence sur l'impôt à recevoir net (note 7)	(42)	(54)	(158)	(107)
Charges (produits) d'intérêts nettes (note 14)	3	1	6	(3)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :				
Diminution des clients et autres débiteurs	11	43	36	173
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	31	30	(7)	(97)
Augmentation (diminution) des salaires et avantages à payer et des provisions connexes	1	(65)	(44)	(59)
Augmentation des provisions	3	–	5	3
(Augmentation) diminution nette des autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(31)	3	(78)	(11)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net	(4)	(8)	(10)	(16)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt	(12)	(42)	(44)	(41)
Intérêts perçus	20	24	69	76
Intérêts payés	(34)	(33)	(78)	(77)
Impôts (payés) perçus	(6)	16	(41)	(24)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(32)	(35)	(94)	(66)
Activités d'investissement				
Acquisition de titres	(57)	(169)	(458)	(474)
Produit de la vente de titres	158	303	478	1 045
Paiements versés en espèces au titre d'immobilisations	(152)	(194)	(450)	(556)
Produit de la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	–	1	2	1
Produit de la vente des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 4)	5	–	424	–
Autres activités d'investissement, montant net	(1)	1	18	2
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	(47)	(58)	14	18
Activités de financement				
Paiement des obligations locatives	(17)	(32)	(75)	(96)
Dividende versé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	–	(8)	–
Autres activités de financement, montant net	(2)	–	(1)	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(19)	(32)	(84)	(96)

	Période de 13 semaines close le		Période de 39 semaines close le	
	28 sept. 2024	30 sept. 2023	28 sept. 2024	30 sept. 2023
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(98)	(125)	(164)	(144)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période ¹	1 119	1 200	1 185	1 220
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1)	2	(1)	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 020	1 077	1 020	1 077

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie de 1 109 millions de dollars présentés dans l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 excluent 76 millions de dollars de trésorerie transférée aux actifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente.

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Période de 39 semaines close le 28 septembre 2024

1.	Constitution, activités et instructions	52
2.	Règles de présentation	52
3.	Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	55
4.	Actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	56
5.	Immobilisations	57
6.	Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	59
7.	Impôt sur le résultat	62
8.	Obligations locatives	64
9.	Gestion du capital, facilités d'emprunt et risque de liquidité	64
10.	Passifs éventuels	67
11.	Engagements	67
12.	Ventilation des produits	68
13.	Autres charges d'exploitation	71
14.	Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	71
15.	Autres éléments du résultat global	72
16.	Transactions avec des parties liées	72
17.	Informations sectorielles	74
18.	Événements après la période du rapport	77

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. L'état de ces directives demeure inchangé.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a préparé ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* des Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément aux dispositions de cette norme, les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers intermédiaires et en a autorisé la publication le 21 novembre 2024.

Règles de présentation • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les états financiers intermédiaires et les notes afférentes sont préparés pour la période de 13 semaines (troisième trimestre ou T3) et la période de 39 semaines (trois premiers trimestres ou cumul annuel [CA]) closes le 28 septembre 2024 (période comparative close le 30 septembre 2023). Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les Fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Informations significatives sur les méthodes comptables • Les informations significatives sur les méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Ces états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La consolidation d'une filiale commence lorsque le Groupe obtient le contrôle de la filiale et cesse lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale. Les actifs, les passifs, les produits et les charges d'une filiale acquise ou cédée au cours de l'exercice sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le Groupe prend le contrôle de la filiale jusqu'à la date à laquelle le Groupe perd le contrôle de la filiale. Si le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise l'actif connexe (y compris le goodwill), les passifs, les participations ne donnant pas le contrôle et les autres composantes des capitaux propres, tandis que tout profit ou toute perte qui en résulte est comptabilisé en résultat.

Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

Nom de la filiale	Principales activités	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
				Au 28 sept. 2024	Au 31 déc. 2023
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	91 %	91 %
Groupe SCl inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	–	99 %
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	–	98 %

Les informations sur les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente sont incluses à la note 4, tandis que les résultats financiers par secteur sont inclus à la note 17.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations

• L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectives, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Aucun changement important n'a été apporté à ces jugements ou à ces sources d'incertitude relative aux estimations depuis le début de l'exercice 2024.

- a) Continuité de l'exploitation** – Ces états financiers consolidés ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation conformément aux IFRS, en supposant que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités.

Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes opérationnelles cumulatives avant impôt de plus de 4 milliards de dollars. Ces résultats ont une incidence sur la position de liquidité nette de la Société. La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'épuisent et, si le gouvernement du Canada, l'unique actionnaire de la Société, ne prend aucune mesure, le secteur Postes Canada pourrait épuiser encore plus la trésorerie restante lorsque le remboursement des obligations de série 2 arrivera à échéance en juillet 2025. Les pertes financières récurrentes menacent la capacité de la Société à atteindre la mission fixée par le gouvernement du Canada voulant qu'elle veille à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada.

Tout au long du troisième trimestre, la Société a continué de travailler en étroite collaboration avec l'actionnaire et ses agents négociateurs pour régler les problèmes structurels et financiers importants à long terme auxquels fait face le service postal. Nous avons remis notre plan d'entreprise de 2025 à 2029 (le plan) au gouvernement du Canada pour approbation le 28 octobre 2024. La Société opère sans plan d'entreprise approuvé depuis 2020.

La Société prend des mesures pour gérer ses coûts tout en travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement pour veiller à la viabilité à long terme d'un service que des millions de personnes au pays jugent essentiel. Malgré les défis financiers et une

baisse de la trésorerie, la Société estime qu'elle aura les liquidités suffisantes pour soutenir ses activités. Par conséquent, la direction a conclu qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives qui jettent un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant une période qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur 12 mois à compter de la date de clôture. Se reporter à la note 9 pour obtenir plus de renseignements sur notre gestion du capital, nos facilités d'emprunt et le risque de liquidité.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent aucun ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges présentés ou de la classification de l'état consolidé de la situation financière qui pourrait être nécessaire si la Société n'était pas en mesure d'obtenir le soutien législatif nécessaire pour assurer sa stabilité financière.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Ni l'International Accounting Standards Board (IASB) ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire au cours du troisième trimestre.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

En plus de celles présentées à la note 5 b) des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et à la note 3 b) du Rapport financier du premier trimestre et du Rapport financier du deuxième trimestre de 2024, en juillet 2024, l'IASB a publié les normes suivantes dans le cadre de son processus annuel d'amélioration. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026. Le Groupe d'entreprises évalue l'incidence de ces modifications.

Norme	Objet et portée
IFRS 7, <i>Instruments financiers</i> : <i>Informations à fournir</i> – Gain ou perte lors de la décomptabilisation	La modification corrige une confusion potentielle dans l'IFRS 7 découlant d'une référence désuète à un paragraphe qui a été supprimé de la norme lorsque l'IFRS 13 <i>Évaluation de la juste valeur</i> a été publiée.
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i> – Décomptabilisation des obligations locatives du preneur	La modification corrige un possible manque de clarté dans l'application des exigences de l'IFRS 9 pour tenir compte de l'extinction de l'obligation locative d'un preneur.

Norme	Objet et portée
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i> – Prix de transaction	La modification corrige une possible confusion découlant d'une référence à l'IFRS 9 quant à la définition de « prix de transaction » dans l'IFRS 15, <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> bien que le terme « prix de transaction » soit également utilisé dans certains paragraphes de l'IFRS 9 avec un sens qui n'est pas conforme à la définition de ce même terme dans l'IFRS 15.
IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i> – Détermination d'un « mandataire de fait »	La modification corrige une possible confusion découlant d'une incohérence entre deux paragraphes de l'IFRS 10 liés au fait qu'un investisseur détermine si une autre partie agit en son nom.
IAS 7, <i>Tableau des flux de trésorerie</i> – Méthode du coût	La modification corrige une possible confusion dans l'application de la norme IAS 7 découlant de l'utilisation du terme « méthode du coût » qui n'est plus défini dans les normes comptables des IFRS.

4. Actifs et passifs des groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente

Groupe SCI inc. – Au début de 2024, à la suite de l'approbation de leurs conseils d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions du Groupe SCI inc. (SCI), une filiale, à un chef de file canadien en services logistiques en tierce partie. Le 1^{er} mars 2024, la cession a été finalisée et le contrôle a été transféré à l'acquéreur. Les résultats de SCI sont inclus dans les états financiers consolidés jusqu'à cette date. À la suite de la cession, le Groupe a décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière 335 millions de dollars du total de l'actif et 266 millions de dollars du total du passif et des participations ne donnant pas le contrôle. Le produit de la vente, y compris les ajustements finaux, s'élève à 363 millions de dollars. Un gain sur la vente (avant impôt) de 294 millions de dollars a été comptabilisé dans les placements et les autres revenus dans le CA de 2024 (note 14). SCI continue de fournir des services d'entreposage et d'autres services logistiques à Postes Canada depuis la cession en vertu d'une entente qui prévoit des engagements de 36 millions de dollars par Postes Canada, en date du 28 septembre 2024, en vigueur jusqu'en 2028.

Innovapost Inc. – Au début de 2024, à la suite de l'approbation de leurs conseils d'administration, Postes Canada et Purolator ont annoncé leur intention de céder la totalité des actions d'Innovapost Inc. (Innovaposte), le fournisseur de services partagés en technologie de l'information (TI) du Groupe et une filiale, à un partenaire stratégique de calibre mondial spécialisé en TI. Le 15 avril 2024, la cession a été finalisée et le contrôle a été transféré à l'acquéreur. Les résultats d'Innovaposte sont inclus dans les états financiers consolidés jusqu'à cette date. Le personnel technique d'Innovaposte a continué d'être employé par le partenaire stratégique, qui fournit maintenant des services de TI au Groupe. Certains éléments

stratégiques de TI et talents d'Innovaposte ont accepté d'être rapatriés à Postes Canada ou à Purolator. À la suite de la cession, le Groupe a décomptabilisé de l'état consolidé de la situation financière 53 millions de dollars du total de l'actif et 44 millions de dollars du total du passif et des participations ne donnant pas le contrôle. Le produit de la vente, y compris les ajustements finaux, s'est élevé à 61 millions de dollars. Un gain sur la vente (avant impôt) de 52 millions de dollars a été comptabilisé dans les placements et les autres revenus dans le CA de 2024 (note 14). L'acquéreur continuera de fournir des services de TI à Postes Canada et à Purolator après la cession en vertu d'une entente qui prévoit des engagements de 124 millions de dollars par Postes Canada, en date du 28 septembre 2024, en vigueur jusqu'en 2030.

Groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente – Lors de la signature des ententes de cession d'Innovaposte et de SCI au quatrième trimestre de 2023, le Groupe a déterminé qu'il était peu probable que des changements significatifs soient apportés aux plans pour la vente des groupes destinés à être cédés ou que les plans soient abandonnés. Aux dates de signature respectives des ententes, le Groupe a classé Innovaposte et SCI dans les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente, et ce, jusqu'à la date de clôture de la cession. Les résultats financiers de SCI pour la période allant jusqu'au 1^{er} mars 2024 et ceux d'Innovaposte jusqu'au 15 avril 2024 sont inclus à la note 17.

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
Coût									
31 décembre 2023	483	2 696	396	1 442	1 021	199	1 377	158	7 772
Entrées	1	13	14	16	115	4	52	101	316
Mises hors service	–	–	(8)	(12)	(15)	(9)	–	–	(44)
Transferts ¹	–	3	19	18	36	2	–	(52)	26
28 septembre 2024	484	2 712	421	1 464	1 157	196	1 429	207	8 070
Cumul des amortissements									
31 décembre 2023	–	1 413	269	820	530	147	658	–	3 837
Amortissement	–	47	15	66	62	10	47	–	247
Mises hors service	–	–	(6)	(12)	(15)	(9)	–	–	(42)
Transferts ¹	–	–	–	3	31	–	–	–	34
28 septembre 2024	–	1 460	278	877	608	148	705	–	4 076
Valeur comptable									
31 décembre 2023	483	1 283	127	622	491	52	719	158	3 935
28 septembre 2024	484	1 252	143	587	549	48	724	207	3 994

1. Incluent des transferts d'actifs d'une valeur comptable de 2 millions de dollars (36 millions de dollars en coûts et 34 millions de dollars en amortissement accumulé) provenant des actifs au titre de droits d'utilisation et d'un transfert vers les actifs incorporels (10 millions de dollars en coûts) dans le secteur Purolator.

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de service et marque	Total
Coût				
31 décembre 2023	974	131	16	1 121
Entrées	18	49	–	67
Transferts ¹	97	(87)	–	10
Mises hors service	(7)	–	–	(7)
28 septembre 2024	1 082	93	16	1 191
Cumul des amortissements				
31 décembre 2023	869	–	–	869
Amortissement	45	–	2	47
Mises hors service	(7)	–	–	(7)
28 septembre 2024	907	–	2	909
Valeur comptable				
31 décembre 2023	105	131	16	252
28 septembre 2024	175	93	14	282

1. Incluent des transferts d'immobilisations corporelles de 10 millions de dollars en coûts dans le secteur Purolator.

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)

	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
31 décembre 2023	118	294	861	10	2	1 285
Entrées	52	33	137	4	–	226
Amortissement	(3)	(19)	(58)	(2)	(1)	(83)
Résiliation	–	(9)	(7)	–	–	(16)
Dépréciation	–	–	(4)	–	–	(4)
Transferts ¹	–	–	–	(2)	–	(2)
28 septembre 2024	167	299	929	10	1	1 406

1. Incluent des transferts d'actifs d'une valeur comptable de 2 millions de dollars provenant des actifs au titre de droits d'utilisation vers les immobilisations corporelles dans le secteur Purolator.

6. Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

a) Actif/passif net au titre des prestations déterminées

L'actif/le passif net au titre des prestations déterminées comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

(en millions)

	Au 28 sept. 2024	Au 31 déc. 2023
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 436	3 471
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 182	3 174
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	56	56
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 126	3 118

b) Coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées

Les composantes du coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

(en millions)

	T3 2024			T3 2023		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de l'exercice	118	22	140	93	20	113
Coût financier	323	37	360	334	39	373
Produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(364)	–	(364)	(400)	–	(400)
Autres frais administratifs	5	–	5	4	–	4
Gains actuariels	–	–	–	–	(6)	(6)
Perte résultant de modifications de régimes	–	–	–	1	–	1
Charge au titre des prestations déterminées	82	59	141	32	53	85
Charge au titre des cotisations déterminées	10	–	10	6	–	6
Charge totale	92	59	151	38	53	91
Rendement des titres réservés	–	(3)	(3)	–	(3)	(3)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	92	56	148	38	50	88
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(1 186)	–	(1 186)	1 693	–	1 693
(Gains actuariels) pertes actuarielles	1 211	104	1 315	(1 974)	(200)	(2 174)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global ^{1,2}	25	104	129	(281)	(200)	(481)

1. Les montants présentés dans ce tableau excluent un recouvrement d'impôt de 33 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2024 (charge d'impôt de 120 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023).

2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au troisième trimestre de 2024 s'établissaient respectivement à 4,70 % et à 4,74 %, alors qu'ils étaient respectivement de 5,03 % et de 5,04 % au deuxième trimestre de 2024 (ces taux s'établissaient respectivement à 5,63 % et à 5,60 % au troisième trimestre de 2023, comparativement à 4,98 % et à 4,97 %, respectivement, au deuxième trimestre de 2023).

(en millions)

	CA 2024			CA 2023		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de l'exercice	358	64	422	280	59	339
Coût financier	974	107	1 081	1 003	112	1 115
Produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(1 093)	–	(1 093)	(1 200)	–	(1 200)
Autres frais administratifs	14	–	14	12	–	12
Gains actuariels	–	–	–	–	(6)	(6)
Perte résultant de modifications des régimes	–	–	–	1	–	1
Charge au titre des prestations déterminées	253	171	424	96	165	261
Charge au titre des cotisations déterminées	34	–	34	27	–	27
Charge totale	287	171	458	123	165	288
Rendement des titres réservés	–	(10)	(10)	–	(11)	(11)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	287	161	448	123	154	277
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(1 137)	–	(1 137)	1 102	–	1 102
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(81)	(33)	(114)	(859)	(99)	(958)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{1,2}	(1 218)	(33)	(1 251)	243	(99)	144

1. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 312 millions de dollars depuis le début de l'exercice 2024 (recouvrement d'impôt de 36 millions de dollars pour la même période de 2023).

2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au troisième trimestre de 2024 s'établissaient respectivement à 4,70 % et à 4,74 %, alors qu'ils étaient tous les deux de 4,64 % au quatrième trimestre de 2023 (ces taux s'établissaient respectivement à 5,63 % et à 5,60 % au troisième trimestre de 2023, comparativement à 5,27 % et à 5,28 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2022).

c) Total des paiements en trésorerie et allègement de la capitalisation

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

(en millions)

	T3 2024	T3 2023	CA 2024	CA 2023
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	44	42	130	128
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	–	1	–	93
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	–	–	–	6
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations déterminées	44	43	130	227
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	10	6	34	27
Total des paiements versés en espèces	54	49	164	254

Les estimations des contributions totales du Groupe aux régimes de retraite à prestations déterminées en 2024 n'ont pas changé de manière significative par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

7. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties à l'impôt sur le résultat des gouvernements fédéral et provinciaux.

Les sources des différences temporaires générant des actifs (passifs) d'impôt différé nets qui ont une incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global sont les mêmes qu'au 31 décembre 2023 et s'établissent comme suit :

Présenté à l'état consolidé de la situation financière (en millions) :

	Au 28 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Actifs d'impôt différé	–	–
Passifs d'impôt différé	256	169
Passifs d'impôt différé nets	(256)	(169)

Bien que la Société soit en position de passifs d'impôt différé nets, la comptabilisation des actifs d'impôt différé est fondée sur l'évaluation, par la direction, de tous les indices disponibles, comme la résorption des différences temporaires imposables existantes, qui suggèrent que la réalisation des actifs d'impôt différé est probable. Au troisième trimestre de 2024, la direction a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments probants pour étayer la comptabilisation de certains actifs d'impôts différés en raison de différences temporelles imposables insuffisantes qui devraient s'inverser au cours de la même période que l'inversion attendue de la différence temporelle déductible. Des antécédents de pertes financières récurrentes ont également été pris en compte. Cette évaluation a régularisé la réduction totale des actifs d'impôt différé (compensés par les passifs d'impôt différé) de 199 millions de dollars (231 millions de dollars en 2023), ce qui représente la meilleure estimation de la direction des résultats futurs et de la probabilité de recouvrabilité future des actifs d'impôt différé. Cette réduction des actifs d'impôt différé n'entraîne pas de sortie de trésorerie

immédiate et n'affecte pas la position de liquidité immédiate du Groupe d'entreprises. La Société n'a pas comptabilisé d'actif d'impôt différé lié aux différences temporaires déductibles de 796 millions de dollars (924 millions de dollars en 2023).

Les principales composantes du recouvrement d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit (en millions) :

	T3 2024	T3 2023	CA 2024	CA 2023
Charge d'impôt exigible	13	19	66	55
Recouvrement d'impôt différé afférent à la naissance et à la résorption des différences temporaires	(76)	(73)	(192)	(162)
Charge (recouvrement) d'impôt différé relative au changement de dépréciation d'un actif d'impôt différé	21	-	(32)	-
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(42)	(54)	(158)	(107)

Le recouvrement d'impôt sur le résultat diffère du montant qui aurait été établi en appliquant le taux d'impôt fédéral prévu par la loi pour la Société de 25 % (25 % en 2023) à la perte avant impôt. Les raisons qui expliquent cette différence sont les suivantes (en millions) :

	T3 2024	T3 2023	CA 2024	CA 2023
Perte avant impôt	(252)	(217)	(281)	(442)
Impôt fédéral au taux prévu par la loi pour la Société	(63)	(54)	(70)	(110)
Impôt provincial des filiales moins l'abattement d'impôt fédéral	1	1	7	2
Cession de filiales	-	-	(45)	-
Charge (recouvrement) d'impôt différé relative au changement de dépréciation d'un actif d'impôt différé	21	-	(32)	-
Autres	(1)	(1)	(18)	1
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(42)	(54)	(158)	(107)

8. Obligations locatives

a) Obligations locatives

(en millions)

	Au 28 septembre 2024	Au 31 décembre 2023
Analyse des échéances – flux de trésorerie contractuels non actualisés^{1,2}		
Moins d'un an	149	138
De un an à cinq ans	566	522
Plus de cinq ans	1 567	1 486
Total des obligations locatives non actualisées	2 282	2 146
Obligations locatives comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière	1 617	1 484
Obligations locatives courantes	98	94
Obligations locatives non courantes	1 519	1 390

1. Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (flux de trésorerie non actualisés) totalisant 24 millions de dollars (20 millions de dollars au 31 décembre 2023) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux.
2. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements (y compris des engagements conditionnels) avaient été pris au 28 septembre 2024, prévoient des sorties de trésorerie futures de 416 millions de dollars qui sont prises en compte dans l'analyse des échéances ci-dessus, mais pas dans l'évaluation de ces obligations locatives (199 millions de dollars au 31 décembre 2023).

b) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)

	31 déc. 2023	Paiements	Intérêts	Entrées nettes (contrats de location)	28 sept. 2024
Obligations locatives	1 484	(110)	35	208	1 617

9. Gestion du capital, facilités d'emprunt et risque de liquidité

Les instruments financiers de la Société l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. La fonction de trésorerie de la Société gère les risques qui découlent des activités d'investissement, y compris la gestion du capital et les emprunts, selon les politiques approuvées par le Conseil d'administration. L'importance de ces éléments n'a pas beaucoup changé depuis la fin de la dernière période de rapport, à l'exception de ce qui suit :

a) Gestion du capital

La Société est assujettie à la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (les *Lois*) et à toutes les instructions données conformément aux *Lois*. Les *Lois* influent sur la façon dont la Société gère son capital, entre autres, en établissant les grands objectifs de la Société. Tout en offrant des

services postaux de base et en exécutant sa mission, la Société doit notamment mener ses activités de manière à assurer son autonomie financière. Elle doit aussi offrir des services selon des normes qui répondent aux besoins de la population canadienne.

Le capital de la Société se compose du total de ses prêts et emprunts, et des capitaux du Canada. Cette définition qui est utilisée par la direction pourrait ne pas être comparable aux indicateurs présentés par d'autres sociétés postales ou organismes publics.

L'encours total des prêts et emprunts s'établit à 998 millions de dollars au 28 septembre 2024 et au 31 décembre 2023. Les capitaux du Canada étaient en situation de surplus de 5 298 millions de dollars au 28 septembre 2024 (4 496 millions de dollars au 31 décembre 2023). La hausse des capitaux du Canada s'explique par les gains de réévaluation des régimes à prestations déterminées, qui sont constatés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement inclus dans les résultats non distribués de la Société, et par les gains sur la cession de SCI au cours du premier trimestre de 2024 et d'Innovaposte au cours du deuxième trimestre de 2024.

En gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants :

- assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation de ses plans d'exploitation et stratégiques;
- protéger sa capacité à poursuivre son exploitation;
- maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Ces objectifs et les stratégies connexes sont examinés et approuvés chaque année par le Conseil d'administration dans le cadre de l'étude du plan d'entreprise annuel, qui est ensuite soumis à l'approbation du Conseil du Trésor. Le 28 octobre 2024, le plan d'entreprise de la Société de 2025 à 2029 a été soumis au ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, qui est responsable de la Société canadienne des postes. Ce plan d'entreprise a présenté les défis importants auxquels la Société fait face et a souligné la nécessité d'une collaboration continue avec notre actionnaire. Des renseignements sur l'évaluation selon le principe de la continuité de l'exploitation sont donnés à la note 2 a).

b) Facilités d'emprunt

La partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la Société indique son intention d'emprunter dans son plan d'entreprise annuel ou dans une modification du plan, qui doivent tous deux être approuvés par le Conseil d'administration et le Conseil du Trésor. De plus, les conditions détaillées de chaque emprunt doivent être approuvées par la ministre des Finances.

Le montant d'emprunt autorisé de la Société auprès d'autres sources que l'État est approuvé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*. La *Loi sur la Société canadienne des postes* prévoit le plafonnement des prêts consentis à la Société sur le Trésor du Canada ainsi que l'établissement d'une structure de capital composée de capital-actions qui autorise la Société à émettre des actions à son personnel et au

gouvernement du Canada. Cette méthode de financement n'a pas été utilisée. La Société n'est assujettie à aucune exigence externe concernant le capital.

Conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société se qualifie pour des emprunts d'un montant maximal de 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada, avec l'approbation de la gouverneure en conseil et de la ministre des Finances. Aux termes de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, la Société est autorisée à emprunter à d'autres sources que l'État des sommes ne dépassant pas un montant principal dû de 2,5 milliards de dollars, en conformité avec les conditions approuvées par la ministre des Finances. Les obligations locatives ne sont pas assujetties à cette limite. Au 28 septembre 2024, le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 100 millions de dollars pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme.

Le tableau suivant représente les obligations contractuelles de la Société à effectuer de futurs remboursements de la dette.

(en millions)

	Au 28 sept. 2024		Au 31 déc. 2023	
	À la juste valeur ³	Valeur comptable	À la juste valeur ³	Valeur comptable
Obligations, série 2, échéant en juillet 2025, portant intérêt à 4,08 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet (passifs courants) ^{1,2}	502	500	499	499
Obligations, série 1, échéant en juillet 2040, portant intérêt à 4,36 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet (passifs non courants) ^{1,2}	526	498	527	499
Total des prêts et emprunts	1 028	998	1 026	998

1. La Société a le droit de rembourser les obligations avant l'échéance en payant une prime par rapport à la juste valeur.
2. Les obligations constituent des obligations directes, inconditionnelles et non garanties de la Société et des obligations directes et inconditionnelles du gouvernement du Canada.
3. Les justes valeurs estimées présentées pour les prêts et emprunts sont classées au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et sont appliquées sur une base récurrente.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le risque de liquidité est géré en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. Les placements sont concentrés dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Au 28 septembre 2024, le secteur Postes Canada disposait de 1 125 millions de dollars en placements liquides non affectés (1 168 millions de dollars au 31 décembre 2023), soit une position de liquidité nette de 127 millions de dollars (170 millions de dollars au

31 décembre 2023), une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (même montant au 31 décembre 2023). La position de trésorerie nette du secteur a chuté de 43 millions de dollars en 2024 en raison d'importantes pertes d'exploitation, en partie compensées par les dividendes découlant de la cession de SCI et d'Innovaposte. Les ressources de trésorerie de la Société ont diminué considérablement depuis 2018, une situation attribuable aux pertes d'exploitation récurrentes et aux coûts considérables pour accroître la capacité et entretenir le réseau. Une dette de 500 millions de dollars arrivant à échéance en juillet 2025, moins de 12 mois après la date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, créera une pression importante sur les flux de trésorerie.

La Société travaille activement avec l'actionnaire pour trouver des solutions afin d'atténuer la détérioration de sa position de liquidité. Des renseignements sur la continuité des activités sont donnés à la note 2 a).

10. Passifs éventuels

Aucun changement important n'a été apporté aux passifs éventuels présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice 2023, à l'exception de ce qui suit :

Une demande a été déposée à la Cour supérieure du Québec le 6 juillet 2020 afin d'intenter un recours collectif contre Postes Canada, au nom d'un groupe de clientes et clients qui, depuis le 14 mars 2020, ont payé pour le service de livraison accélérée de Postes Canada, dont la garantie de livraison à temps n'a pas été respectée. Postes Canada a suspendu les garanties de livraison à temps le 19 mars 2020, jusqu'à nouvel ordre, en raison de la COVID-19, et a apporté des changements à son mode de fonctionnement afin de protéger la santé et la sécurité de son personnel et de la population. La poursuite allègue que Postes Canada a néanmoins continué à promouvoir les garanties de livraison de services accélérés tout en refusant de les honorer. Le recours collectif proposé est maintenant composé uniquement de particuliers (plutôt que de comptes commerciaux) qui n'étaient pas au courant de la suspension des garanties de livraison à temps dans la province de Québec seulement et cherche à obtenir des remboursements complets, des dommages-intérêts compensatoires et des dommages-intérêts punitifs. La Cour a autorisé le recours collectif. La Société a déterminé que la possibilité d'une sortie de ressources est faible.

11. Engagements

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe conclut des ententes contractuelles pour acquérir des biens et des services sur des périodes qui quelquefois s'étendent sur plus d'un an. Ces ententes contractuelles comprennent habituellement des droits de résiliation qui permettent au Groupe de résilier des contrats sans pénalité, à sa discrétion. Les décaissements dépendent en grande partie des besoins futurs fondés sur les volumes et la consommation. Les principales ententes concernent les services contractuels de transport et de technologie de l'information, les charges d'exploitation, de gestion des installations et des

biens immobiliers ainsi que les contrats liés à l'achat de véhicules et au matériel des installations.

Au 28 septembre 2024, les ententes contractuelles conclues avec des fournisseurs externes contenant un engagement ou des frais en lien avec la possibilité de résilier pour des raisons de commodité s'élevaient à environ 290 millions de dollars (125 millions de dollars au 31 décembre 2023), pour des contrats en vigueur jusqu'en 2045.

12. Ventilation des produits

a) Produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés pour les régions géographiques autres que le Canada le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère qui a recours au service ou de l'emplacement de la clientèle qui a recours au service. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe d'entreprises n'est situé à l'extérieur du Canada. Tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur; ils ont donc été éliminés du montant des produits présenté par régions géographiques.

(en millions)

	T3 2024	T3 2023	CA 2024	CA 2023
Canada	2 137	2 169	6 630	6 803
États-Unis	44	53	154	177
Reste du monde	32	43	100	126
Total des produits	2 213	2 265	6 884	7 106

b) Produits relatifs aux articles et aux services

Les produits pour les articles et les services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité.

(en millions)

	T3 2024			T3 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	1 406	(15)	1 391	1 503	(36)	1 467
Courrier transactionnel	394	–	394	384	–	384
Marketing direct	246	–	246	226	(1)	225
Produits et services grand public	54	–	54	144	(93)	51
	2 100	(15)	2 085	2 257	(130)	2 127
Produits non attribués						
Timbres-poste	49	–	49	56	–	56
Machines à affranchir	79	–	79	82	–	82
	128	–	128	138	–	138
Total	2 228	(15)	2 213	2 395	(130)	2 265

(en millions)

	CA 2024			CA 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	4 317	(55)	4 262	4 616	(113)	4 503
Courrier transactionnel	1 313	–	1 313	1 320	(1)	1 319
Marketing direct	748	–	748	686	(1)	685
Produits et services grand public	260	(135)	125	424	(274)	150
	6 638	(190)	6 448	7 046	(389)	6 657
Produits non attribués						
Timbres-poste	177	–	177	178	–	178
Machines à affranchir	259	–	259	271	–	271
	436	–	436	449	–	449
Total	7 074	(190)	6 884	7 495	(389)	7 106

c) Produits relatifs aux canaux de vente

Dans les produits des canaux de vente sont présentés les produits du régime intérieur, qui comprennent les produits générés par le canal commercial et les produits générés par la vente au détail. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels qu'ils sont définis à la note 12 a).

Les produits d'Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information (TI), ont été consolidés jusqu'au 15 avril 2024, soit la date de la cession. Les produits de services de TI ont été éliminés au moment de la consolidation.

(en millions)

	T3 2024			T3 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	1 612	(15)	1 597	1 672 ¹	(37)	1 635
Vente au détail	540	–	540	533	–	533
	2 152	(15)	2 137	2 205	(37)	2 168
Régime international	76	–	76	97	–	97
Services de TI	–	–	–	93 ¹	(93)	–
Total	2 228	(15)	2 213	2 395	(130)	2 265

1. Les profits de change d'un million de dollars au troisième trimestre de 2023 ont été reclassés dans les canaux de vente, passant des services de TI (auparavant « Autres ») aux services commerciaux, afin de se conformer à la présentation et au réaligement de l'exercice en cours en raison de la cession de l'unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information en 2024.

(en millions)

	CA 2024			CA 2023		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	5 015	(56)	4 959	5 218 ¹	(115)	5 103
Vente au détail	1 671	–	1 671	1 700	–	1 700
	6 686	(56)	6 630	6 918	(115)	6 803
Régime international	254	–	254	303	–	303
Services de TI	134	(134)	–	274 ¹	(274)	–
Total	7 074	(190)	6 884	7 495	(389)	7 106

1. Les pertes de change de 2 millions de dollars pour le cumul annuel de 2023 ont été reclassées dans les canaux de vente, passant des services de TI (auparavant « Autres ») aux services commerciaux, afin de se conformer à la présentation et au réaligement de l'exercice en cours en raison de la cession de l'unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information en 2024.

13. Autres charges d'exploitation

(en millions)

	T3 2024	T3 2023	CA 2024	CA 2023
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	487	500	1 517	1 526
Immobilier, installations et entretien	75	78	251	260
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	169	155	451	470
Charge d'investissement autre qu'en capital	43	88	157	244
Autres charges d'exploitation	774	821	2 376	2 500

14. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

(en millions)

	T3 2024	T3 2023	CA 2024	CA 2023
Produits d'intérêts	21	21	62	70
Profit (perte) sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	(2)	-	346	-
Autres produits	-	5	3	7
Produits de placement et autres produits	19	26	411	77
Charge d'intérêts	(24)	(22)	(68)	(67)
Autres charges	(5)	(1)	(10)	(5)
Charges financières et autres charges	(29)	(23)	(78)	(72)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(10)	3	333	5

15. Autres éléments du résultat global

(en millions)

	Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	Autres éléments du résultat global
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global		
Solde cumulé au 31 décembre 2023	–	4	4		
Profits (pertes) de la période	3	(1)	2	1 251	1 253
Impôt sur le résultat	(1)	–	(1)	(312)	(313)
Montant net	2	(1)	1	939	940
Part revenant aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	–	(1)		
Solde cumulé au 28 septembre 2024	1	3	4		

16. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

(en millions)

	T3 2024	T3 2023	CA 2024	CA 2023
Produits générés par des transactions avec des parties liées	76	74	252	239
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes				
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	8	6	14	17
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	2	3	5	5
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	3	3	9	8

La plupart des produits générés par des transactions avec des parties liées concernent des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Les produits comprennent également des paiements reçus à titre de

compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 8 a).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants (en millions) :

	Au 28 sept. 2024	Au 31 déc. 2023
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	17	19
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	12	18
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	2	1

b) Transactions avec des entités dont les principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par des principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe. Le cas échéant, ces personnes sont tenues de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées depuis le début de l'exercice 2024 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour des montants de 4 millions de dollars et de 11 millions de dollars, respectivement, au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024 (4 millions de dollars et 12 millions de dollars, respectivement, en 2023). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2024, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes pour des montants de 5 millions de dollars et de 15 millions de dollars, respectivement (4 millions de dollars et 11 millions de dollars, respectivement, en 2023). Au 28 septembre 2024, une créance de 11 millions de dollars (même montant au 31 décembre 2023) liée aux transactions avec le Régime était impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs. Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations déterminées et aux régimes à cotisations déterminées du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

17. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Les résultats des écritures de consolidation, des éliminations de soldes intersectoriels et des fonctions de soutien fournies par l'unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information en vertu d'une entente de services partagés entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte (en vigueur jusqu'au 15 avril 2024) sont présentés séparément à la colonne Écritures de consolidation et éliminations. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 28 septembre 2024 et pour le T3 2024

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	Écritures de consolidation et éliminations ¹	Total
Produits provenant des clients externes	1 564	647	2	2 213
Produits intersectoriels	8	7	(15)	–
Produits d'exploitation	1 572	654	(13)	2 213
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 258	295	1	1 554
Autres charges d'exploitation	535	259	(20)	774
Amortissement	92	35	–	127
Charges d'exploitation	1 885	589	(19)	2 455
Résultat d'exploitation	(313)	65	6	(242)
Produits de placement et autres produits	22	2	(5)	19
Charges financières et autres charges	(24)	(5)	–	(29)
Résultat avant impôt	(315)	62	1	(252)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(58)	15	1	(42)
Résultat net	(257)	47	–	(210)
Total des actifs	10 903	2 454	(221)	13 136
Total des passifs	6 700	1 041	12	7 753

1. Les dividendes intragroupe ont été éliminés au moment de la consolidation.

Au 30 septembre 2023 et pour le T3 2023

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Écritures de consolidation et éliminations	Total
Produits provenant des clients externes	1 568	618	79	–	2 265
Produits intersectoriels	19	9	9	(37)	–
Produits d'exploitation	1 587	627	88	(37)	2 265
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 190	276	38	30	1 534
Autres charges d'exploitation	599	258	32	(68)	821
Amortissement	89	27	13	1	130
Charges d'exploitation	1 878	561	83	(37)	2 485
Résultat d'exploitation	(291)	66	5	–	(220)
Produits de placement et autres produits	18	7	1	–	26
Charges financières et autres charges	(17)	(5)	(1)	–	(23)
Résultat avant impôt	(290)	68	5	–	(217)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(73)	17	2	–	(54)
Résultat net	(217)	51	3	–	(163)
Total des actifs	11 067	2 303	385	(316)	13 439
Total des passifs	6 338	911	239	(25)	7 463

Au 28 septembre 2024 et depuis le début de 2024

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI ¹	Écritures de consolidation et éliminations ^{2,3}	Total
Produits provenant des clients externes	4 946	1 917	53	(32)	6 884
Produits intersectoriels	26	23	6	(55)	–
Produits d'exploitation	4 972	1 940	59	(87)	6 884
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 780	898	27	40	4 745
Autres charges d'exploitation	1 718	772	22	(136)	2 376
Amortissement	277	99	9	(8)	377
Charges d'exploitation	5 775	1 769	58	(104)	7 498
Résultat d'exploitation	(803)	171	1	17	(614)
Produits de placement et autres produits	521	25	–	(135)	411
Charges financières et autres charges	(63)	(14)	(1)	–	(78)
Résultat avant impôt	(345)	182	–	(118)	(281)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(230)	43	–	29	(158)
Résultat net	(115)	139	–	(147)	(123)
Total des actifs	10 903	2 454	–	(221)	13 136
Total des passifs	6 700	1 041	–	12	7 753

1. Les résultats de SCI ont été consolidés jusqu'au 1^{er} mars 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur.

2. Les résultats d'Innovaposte ont été consolidés jusqu'au 15 avril 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur.

3. Les dividendes intragroupe ont été éliminés au moment de la consolidation.

Au 30 septembre 2023 et depuis le début de 2023

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Écritures de consolidation et éliminations	Total
Produits provenant des clients externes	4 973	1 906	227	–	7 106
Produits intersectoriels	62	28	25	(115)	–
Produits d'exploitation	5 035	1 934	252	(115)	7 106
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 618	854	112	91	4 675
Autres charges d'exploitation	1 818	796	94	(208)	2 500
Amortissement	261	79	36	2	378
Charges d'exploitation	5 697	1 729	242	(115)	7 553
Résultat d'exploitation	(662)	205	10	–	(447)
Produits de placement et autres produits	60	14	3	–	77
Charges financières et autres charges	(49)	(18)	(5)	–	(72)
Résultat avant impôt	(651)	201	8	–	(442)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(163)	54	2	–	(107)
Résultat net	(488)	147	6	–	(335)
Total des actifs	11 067	2 303	385	(316)	13 439
Total des passifs	6 338	911	239	(25)	7 463

18. Événements après la période du rapport

Les conventions collectives du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS) ont pris fin le 31 janvier 2024 et le 31 décembre 2023, respectivement. Le 12 novembre 2024, la Société a reçu des avis de grève du STTP-EPU et du STTP-FFRS. Le 15 novembre 2024, le personnel représenté par le STTP a entamé une grève nationale. Les semaines d'incertitude avant la grève ont fait baisser les volumes de beaucoup et ont eu une grande incidence sur les finances de la Société. Cette tendance devrait s'intensifier en raison des activités de grève qui ont commencé. Postes Canada doit maintenant procéder à des ajustements opérationnels, comme le permet le *Code canadien du travail*, en fonction des réalités opérationnelles et des besoins commerciaux. Par conséquent, les conditions d'emploi du personnel représenté par le STTP dans les unités de négociation urbaine et des FFRS ont changé.

La direction évalue l'incidence de l'arrêt de travail sur les finances de la Société.

POSTES CANADA
2701, PROM RIVERSIDE, BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301

Pour en savoir plus, visitez postescanada.ca.

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

This report is also available in English.

postescanada.ca

The logo for the Government of Canada, featuring the word "Canada" in a serif font with a small Canadian flag above the letter "a".

